

Annexes

ANNEXE 1

Éléments de la réforme

- 1.1 Éléments de la réforme – Partie I : Prestations de revenu**
- 1.2 Éléments de la réforme – Partie II : Mesures actives**

Éléments de la réforme

Partie I - Prestations de revenu

Élément	Argumentation
<p>Réduction du maximum de la rémunération assurable (MRA)¹</p> <ul style="list-style-type: none"> En 1996, le MRA est passé à 750 \$ par semaine, soit 39 000 \$ par année et il sera maintenu à ce niveau jusqu'à l'an 2000. Cela a ramené les prestations hebdomadaires maximales de 448 \$, en 1995, et de 465 \$, pendant les six premiers mois de 1996, à 413 \$ (55 pour cent de 750 \$). 	<ul style="list-style-type: none"> Le MRA était établi selon une formule qui tenait compte des augmentations moyennes de salaire sur une période de huit ans. Comme on a continué à prendre en considération les augmentations effrénées de l'inflation et des salaires des années 80 dans le calcul du MRA, ce dernier a augmenté plus rapidement que les salaires, de sorte que les prestations d'a.-e. sont devenues concurrentielles par rapport aux salaires dans certaines régions du pays et certains secteurs.
<p>Réduction de la durée maximale de prestations¹</p> <ul style="list-style-type: none"> À compter de juillet 1996, la durée maximale de prestations a été réduite de 50 à 45 semaines. 	<ul style="list-style-type: none"> La plupart des prestataires trouvent du travail dans les 40 premières semaines suivant le début des prestations. Cette mesure touche seulement les travailleurs qui sont demeurés longtemps sur le marché du travail dans des régions où le taux de chômage est élevé.
<p>Nouveaux venus sur le marché du travail ou personnes réintégrant la population active¹</p> <ul style="list-style-type: none"> Depuis juillet 1996, le nombre de semaines que les nouveaux venus sur le marché du travail et les personnes réintégrant la population active doivent accumuler pour être admissibles aux prestations d'a.-e. a été porté de 20 à 26 semaines. À partir de janvier 1997, les 26 semaines ont été converties en 910 heures. Ne s'applique qu'aux personnes qui n'ont pas travaillé ou ont très peu travaillé au cours des deux dernières années. Par contre, les travailleurs qui ont effectué au moins 490 heures de travail la première année d'emploi ne doivent satisfaire l'année suivante que la norme variable d'admissibilité de 420 à 700 heures. On considère comme du temps de travail les périodes de prestations d'a.-e., d'indemnité d'accident du travail, de prestations d'invalidité et de congé de maladie. 	<ul style="list-style-type: none"> Cette mesure prévient le cycle de la dépendance <ul style="list-style-type: none"> en s'assurant que les travailleurs, surtout les jeunes, demeurent plus longtemps sur le marché du travail avant de toucher des prestations d'a.-e. Elle remet les principes de l'assurance dans le régime : <ul style="list-style-type: none"> il faut avoir versé un montant raisonnable de cotisations au régime avant de toucher des prestations. Elle renforce la relation entre l'effort de travail et le droit aux prestations
<p>Calcul des prestations¹</p> <ul style="list-style-type: none"> Les prestations hebdomadaires se calculent : <ul style="list-style-type: none"> en divisant la rémunération totale au cours de la période de 26 semaines qui précède l'établissement de la demande de prestations par le plus élevé des deux chiffres suivants : le nombre de semaines travaillées ou le « dénominateur » minimum de 14 à 22 (selon le taux de chômage régional). On multiplie le résultat obtenu par 55 pour cent pour déterminer le montant de la prestation hebdomadaire. 	<ul style="list-style-type: none"> Cette méthode de calcul incite les travailleurs à demeurer sur le marché du travail plus longtemps que le temps minimum requis pour avoir droit aux prestations (c.-à-d. au moins deux semaines de plus que selon l'ancienne norme d'admissibilité). Elle incite les travailleurs à accepter un emploi durant les saisons « intermédiaires ». Elle établit un meilleur rapport entre le flux des prestations et celui des gains "normaux".
<p>Système fondé sur les heures¹</p> <ul style="list-style-type: none"> Depuis janvier 1997, l'admissibilité aux prestations d'a.-e. repose sur les heures plutôt que sur les semaines de travail. Pour avoir droit aux prestations régulières, les prestataires doivent avoir accumulé de 420 à 700 heures au lieu des 12 à 20 semaines d'emploi « assurables ». Pour être admissibles aux prestations spéciales, les prestataires doivent avoir effectué 700 heures de travail au lieu des 20 semaines « assurables ». 	<ul style="list-style-type: none"> Cette norme mesure plus exactement le temps travaillé. Elle élimine les inégalités et les anomalies inhérentes au système fondé sur les semaines : <ul style="list-style-type: none"> elle prend en considération l'intensité du régime de travail de certains employés; sous le régime d'a.-c., 15 heures ou 50 heures comptaient comme une semaine de travail; elle élimine le piège de l'emploi de 14 heures; en vertu du régime d'a.-c., les personnes qui travaillaient moins de 15 heures (que ce soit constamment ou de temps en temps) pour un seul employeur n'étaient pas assurées ou ne l'étaient que partiellement. Elle est plus juste et plus équitable - c.-à-d. toutes les heures de travail comptent.

1. Pour plus d'informations, voir chapitre 2

Éléments de la réforme Partie I - Prestations de revenu

Élément	Argumentation
<p>Supplément familial¹</p> <ul style="list-style-type: none"> Les prestataires ayant des enfants et un revenu familial annuel ne dépassant pas 25 921 \$ ont droit à un supplément à leurs prestations de base. Le supplément familial a porté le taux de prestations maximum à 65 pour cent de la rémunération assurable en 1997 et à 70 pour cent en 1998, et il atteindra 80 pour cent en l'an 2000. 	<ul style="list-style-type: none"> Cette mesure dirige de manière plus juste l'aide vers ceux qui en ont le plus besoin : <ul style="list-style-type: none"> - le taux de 60 pour cent en vertu du régime d'a.-c. n'était pas bien ciblé, de sorte qu'environ 45 pour cent des familles à faible revenu n'y étaient pas admissibles; - environ 30 pour cent de ceux qui ont touché le taux de 60 pour cent avaient des revenus familiaux de plus de 45 000 \$.
<p>Rémunération admissible d'un prestataire¹</p> <ul style="list-style-type: none"> À compter de janvier 1997, les prestataires peuvent recevoir une rémunération de 50 \$ ou 25 pour cent de leurs prestations hebdomadaires, le montant le plus élevé étant retenu. 	<ul style="list-style-type: none"> Cette mesure aide les prestataires à faible revenu. Elle incite les prestataires à maintenir leur participation au marché du travail et à augmenter leurs gains provenant d'un emploi.
<p>Remboursement des prestations (récupération fiscale)¹</p> <ul style="list-style-type: none"> Le taux de recouvrement est de 0,30 \$ pour chaque dollar de revenu net dépassant le seuil fixé. Le seuil de recouvrement pour les prestataires ayant touché 20 semaines de prestations ou moins au cours des cinq dernières années est dorénavant fixé à 48 750 \$ de revenu net au lieu de 63 750 \$ (le niveau de remboursement demeure à 30 pour cent) Pour les prestataires qui ont accumulé plus de 20 semaines de prestations au cours des cinq dernières années, le seuil est maintenant de 39 000 \$ de revenu net. Le remboursement maximum varie entre 50 et 100 pour cent des prestations reçues. 	<ul style="list-style-type: none"> Cette mesure est plus juste et tient davantage compte des principes d'assurance que l'ancien régime. Elle dissuade les personnes qui ont un revenu annuel élevé de recourir fréquemment à l'assurance-emploi.
<p>Règle de l'intensité¹</p> <ul style="list-style-type: none"> La règle de l'intensité réduit le taux de prestations d'un point de pourcentage pour chaque période de 20 semaines de prestations régulières reçues au cours des cinq années précédentes. La réduction maximale est de cinq points de pourcentage. 	<ul style="list-style-type: none"> Cette règle apporte un élément de fixation de taux particuliers au régime, c.-à-d. que ceux qui utilisent intensément le système en assument davantage les coûts. Elle dissuade le recours à l'a.-e. comme supplément régulier de revenu plutôt que comme assurance pour des périodes de perte imprévisible d'emploi, sans pour autant pénaliser excessivement les personnes qui touchent pendant longtemps ou fréquemment des prestations. Elle crée un meilleur équilibre entre les cotisations versées et les prestations reçues.
<p>Protection dès le premier dollar²</p> <ul style="list-style-type: none"> Depuis janvier 1997, tous les gains, à compter du premier dollar gagné, sont assurables, jusqu'à concurrence du MRA annuel. On ne tient plus compte des minima et des maxima hebdomadaires dans la détermination de la rémunération assurable. 	<ul style="list-style-type: none"> Cette mesure crée un système plus équitable et plus équilibré puisque tout travail compte. Elle diminue considérablement la paperasserie pour les employeurs.
<p>Remboursement des cotisations²</p> <ul style="list-style-type: none"> Débutant en 1997, les travailleurs dont les revenus d'emploi n'excèdent pas 2 000 \$ sont admissibles à un remboursement de leurs cotisations. 	<ul style="list-style-type: none"> Cette mesure aide les travailleurs qui doivent maintenant cotiser, mais qui n'auront pas suffisamment d'heures de travail pour être admissibles aux prestations.
<p>Imposition de peines plus sévères en cas de fraude³</p> <ul style="list-style-type: none"> Depuis juillet 1996, les employeurs et les prestataires ayant commis des fraudes s'exposent à des pénalités plus sévères. Depuis janvier 1997, les prestataires qui ont commis une fraude après juin 1996 doivent satisfaire à des normes d'admissibilité plus sévères. 	<ul style="list-style-type: none"> Cette mesure vise à protéger l'intégrité du régime d'a.-e.
<p>1. Pour plus d'informations, voir chapitre 2 2. Pour plus d'informations, voir chapitre 5 3. Pour plus d'informations, voir chapitre 6</p>	

Éléments de la réforme

Partie II - Mesures actives

Prestations d'emploi

Les subventions salariales ciblées sont offertes aux employeurs pendant une certaine période pour qu'ils engagent des personnes qui risquent d'être victimes de chômage de longue durée ou qui doivent surmonter des obstacles à l'emploi.

Les suppléments de rémunération ciblés permettent à des bénéficiaires de l'assurance-emploi ou à des chômeurs chroniques de prendre un emploi peu rémunéré. Comme elles peuvent compter temporairement sur un supplément de rémunération, des personnes qui n'auraient pas accepté un emploi peu rémunéré peuvent réintégrer le marché du travail.

L'aide au travail indépendant incite les chômeurs à créer leur propre emploi en leur procurant un soutien financier et des conseils sur la planification d'entreprise.

Les partenariats pour la création d'emplois sont des projets réalisés en partenariat avec les provinces et territoires. Ils offrent une expérience de travail et des possibilités d'emploi tout en répondant aux besoins régionaux.

Les prêts et subventions de perfectionnement, accordés en vertu d'une entente conclue avec les provinces et les territoires, aident les prestataires à subvenir à leurs besoins pendant qu'ils améliorent leurs compétences en vue de leur retour sur le marché du travail.

Mesures de soutien

Les services d'aide à l'emploi aident des organismes communautaires à fournir aux chômeurs des services d'emploi comme le counselling.

Les partenariats du marché du travail incitent et aident les employeurs, les salariés, les associations patronales et les collectivités à mieux faire face aux besoins en ressources humaines et à mettre en œuvre les mesures d'aide à l'adaptation de la main-d'œuvre.

La recherche et l'innovation permettent de trouver de meilleurs moyens d'aider les gens à se préparer pour un emploi ou à conserver leur emploi et à être des membres productifs de la population active.

ANNEXE 2

Tableaux des données sur les prestations de revenu

- 2.1 Taux de chômage selon la région économique (a.-e.)**
- 2.2 Toutes les prestations de revenu**
- 2.3 Total des prestations de revenu par secteur d'activité**
- 2.4 Prestations régulières**
- 2.5 Distribution des demandes de prestations régulières selon la durée de l'emploi assurable**
- 2.6 Changements dans la durée de l'emploi assurable**
- 2.7 Prestations de pêcheur**
- 2.8 Prestataires fréquents**
- 2.9 Total des prestations spéciales**
- 2.10 Prestations de maternité**
- 2.11 Prestations parentales (parents biologiques)**
- 2.12 Prestations parentales (parents adoptifs)**
- 2.13 Prestations de maladie**
- 2.14 Supplément familial (SF) – 1997-1998**
- 2.15 Prestataires ayant un emploi**
- 2.16 Remboursement des prestations (récupération fiscale)**
- 2.17 Règle de l'intensité – 1997-1998**

2.1

Taux de chômage selon la région économique (a.-e.)

Régions (a.-e.) par par province/territoire	Juin 1996	Sept. 1996	Déc. 1996	Mars 1997	Juin 1997	Sept. 1997	Déc. 1997	Mars 1998
Terre-Neuve								
St. John's	14,4	14,4	14,9	13,5	14,3	13,7	13,8	13,0
T.-N./Labrador	23,4	20,9	22,2	23,3	23,0	21,6	20,3	20,4
Î.-P.-É.								
Île-du-Prince-Édouard	14,4	14,0	15,4	16,0	15,7	14,0	14,0	14,1
Nouvelle-Écosse								
Nouvelle-Écosse - Est	22,2	24,5	26,2	25,7	23,5	18,3	16,1	17,5
Nouvelle-Écosse - Centre	13,8	14,0	13,7	12,9	13,0	13,7	13,7	10,9
Halifax	8,9	8,4	8,7	9,2	9,5	8,5	9,2	7,5
Kings	14,2	13,2	11,6	11,7	12,6	12,2	11,3	10,7
Yarmouth	11,3	12,9	12,8	12,8	13,5	12,5	13,2	14,2
Nouveau-Brunswick								
Fredericton-Moncton-Saint John Restigouche/Charlotte	9,5	10,9	12,5	11,8	11,1	10,7	10,2	10,2
	12,8	12,6	13,6	15,4	16,2	14,1	15,3	16,3
Québec								
Québec - Est	13,8	15,9	17,8	19,7	18,3	18,2	19,1	16,9
Québec	9,5	11,2	11,5	11,1	10,2	10,9	10,1	9,3
Trois-Rivières	10,3	12,1	14,0	13,5	14,3	15,0	14,1	12,0
Québec-Centre - Sud	7,4	7,2	6,8	9,1	8,3	7,2	7,1	6,1
Sherbrooke	11,2	10,9	11,2	11,0	11,2	12,5	12,7	12,5
Montréal	9,3	10,0	10,2	9,6	10,0	9,1	8,6	9,0
Montréal	11,5	12,8	12,7	11,4	11,4	11,1	10,1	9,8
Québec - Centre	12,3	13,0	13,2	11,8	11,6	12,2	12,0	11,0
Québec - Ouest	13,1	14,9	15,6	17,5	15,4	15,5	16,6	18,5
Québec - Nord	15,5	18,2	18,0	17,2	17,2	18,5	18,7	18,1
Hull	9,1	9,4	10,0	9,8	9,9	8,8	9,9	10,4
Chicoutimi-Jonquière	14,7	14,6	15,8	15,4	12,5	12,5	13,0	13,8
Ontario								
Ottawa	8,3	6,8	8,5	8,5	9,0	9,3	8,4	6,6
Ontario - Est	9,6	10,4	11,5	12,3	11,1	9,3	9,3	8,3
Ontario - Nord-Centre	10,6	10,6	11,0	11,4	11,9	9,9	10,0	10,2
Oshawa	10,0	9,7	10,2	8,4	9,2	7,2	7,9	8,0
Toronto	9,6	9,2	8,6	8,5	8,0	7,7	8,0	7,5
Hamilton	7,8	6,8	7,3	7,5	6,6	6,3	6,1	5,3
St. Catharines	9,4	8,7	9,0	10,5	10,6	10,0	9,0	7,5
London	8,5	9,8	8,7	7,9	7,5	7,8	7,8	6,7
Niagara	9,5	10,2	12,1	11,3	9,4	10,4	10,5	8,6
Windsor	8,5	8,9	8,9	8,7	9,3	9,2	9,2	8,1
Kitchener	7,9	8,3	8,9	7,8	7,4	7,3	7,1	6,9
Huron	9,5	10,5	11,6	9,7	10,9	9,4	6,7	8,8
Ontario - Centre-Sud	6,1	6,9	7,3	7,8	7,1	7,0	6,4	5,2
Sudbury	11,0	9,7	9,9	9,6	9,1	8,5	9,9	11,3
Thunder Bay	9,6	9,3	9,9	9,5	9,3	8,7	10,2	10,6
Ontario - Nord	15,0	15,5	14,6	14,3	14,9	14,0	14,8	16,4

Taux de chômage selon la région économique (a.-e.)

Régions (a.-e.) par province/territoire	Juin 1996	Sept. 1996	Déc. 1996	Mars 1997	Juin 1997	Sept. 1997	Déc. 1997	Mars 1998
Manitoba								
Winnipeg	8,7	8,1	8,5	7,9	7,4	7,4	6,9	5,6
Manitoba - Sud	6,4	5,9	5,6	5,6	6,1	5,4	6,0	6,2
Manitoba - Nord	19,8	20,9	19,7	19,3	19,6	20,2	20,1	21,2
Saskatchewan								
Regina	6,1	6,6	6,5	7,5	6,2	6,0	6,0	4,6
Saskatoon	8,3	8,0	7,6	7,2	7,4	7,1	6,6	6,8
Saskatchewan - Sud	6,4	6,6	5,8	6,2	6,3	6,1	6,0	6,1
Saskatchewan - Nord	16,6	14,6	12,4	12,3	12,1	12,7	13,4	12,8
Alberta								
Calgary	7,2	6,9	7,0	6,4	6,3	6,0	5,6	4,6
Edmonton	9,1	8,5	8,3	7,9	6,9	6,6	6,7	6,5
Alberta	7,2	7,3	6,6	7,1	6,4	6,5	6,7	6,9
Colombie-Britannique								
C.-B. - Intérieur-Sud	10,9	10,1	10,5	10,0	8,8	9,0	8,6	10,1
Vancouver	7,4	8,1	9,0	8,0	9,0	8,7	8,6	9,0
Victoria	9,0	9,2	8,9	7,7	8,4	8,1	8,7	9,5
C.-B. - Côte Sud	11,5	10,8	10,5	8,9	9,4	10,3	10,1	12,1
C.-B. - Nord	9,6	11,0	10,2	10,7	9,9	10,3	12,2	13,1
Yukon/T.N.-O.								
Yukon/T.N.-O. ¹	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Canada								
	10,0	10,0	9,7	9,3	9,1	9,0	8,6	8,5

Source : Enquête sur la population active

Notes : 1. Pour le Yukon et les T.N.-O., le taux est fixé à 25 % aux fins de l'a.-e.

2. Les régions ombragées ont participé aux projets initiaux d'ajustement concernant les petites semaines.

2.2

Toutes les prestations de revenu

<u>Province/Territoire</u>	<u>Nouvelles demandes</u>		<u>Prestation hebdomadaire moyenne</u>		<u>Montants versés¹</u>	
	<u>1997-1998</u> <u>(milliers)</u>	<u>Écart en %</u> <u>par rapport</u> <u>à 1995-1996</u>	<u>1997-1998</u> <u>(\$)</u>	<u>Écart en %</u> <u>par rapport</u> <u>à 1995-1996</u>	<u>1997-1998</u> <u>(million \$)</u>	<u>Écart en %</u> <u>par rapport</u> <u>à 1995-1996</u>
Terre-Neuve	81	-5,9	265	-3,0	553	-6,3
Île-du-Prince-Édouard	24	-2,6	251	-3,5	147	-6,6
Nouvelle-Écosse	87	-11,8	258	-1,2	476	-16,7
Nouveau-Brunswick	95	-8,6	255	-3,3	545	-15,1
Québec	590	-11,1	269	0,5	3 176	-16,3
Ontario	494	-19,3	290	0,4	2 755	-15,9
Manitoba	55	-15,2	259	1,1	262	-16,8
Saskatchewan	42	-17,7	270	3,2	195	-19,4
Alberta/T.N.-O.	128	-21,2	287	1,8	611	-31,5
C.-B./Yukon	239	-9,9	296	0,1	1 293	-11,3
<u>Sexe</u>						
Hommes	999	-13,9	309	-0,8	5 866	-17,8
Femmes	834	-13,9	240	1,3	4 147	-13,6
<u>Âge</u>						
Moins de 25 ans	238	-20,9	217	2,0	984	-22,8
25 à 44 ans	1 096	-15,2	286	-0,5	6 216	-17,5
45 à 54 ans	332	-6,3	290	-1,1	1 826	-9,3
55 ans et plus	167	-8,1	284	-0,6	987	-11,6
<u>Recours à l'a.-e.</u>						
Nouveaux prestataires ²	619	-10,0	268	1,8	3 492	-11,0
Prestataires occasionnels ³	560	-20,2	262	0,9	2 873	-21,4
Prestataires fréquents ⁴	654	-11,7	300	-2,6	3 644	-16,3
<u>Total national</u>	1 833	-13,9	278	0,0	10 013	-16,1

Source : Données administratives de l'a.-e.

- Notes :
1. Les montants versés représentent les prestations de revenu. Ils comprennent le supplément familial, 465 millions de dollars en prestations de soutien du revenu, et 6,6 millions de dollars en prestations de travail partagé. Ils n'incluent pas les paiements faits en vertu de la Partie II de la Loi sur l'assurance-emploi.
 2. On entend par nouveau prestataire, une personne pour laquelle aucune période de prestations régulières ou de pêcheurs n'a été établie au cours des cinq années précédentes.
 3. On entend par prestataire occasionnel, une personne qui a eu moins de trois demandes actives, prestations régulières ou de pêcheurs, au cours des cinq années qui ont précédé l'établissement de sa période de prestations actuelle.
 4. On entend par prestataire fréquent, une personne qui a eu au moins trois demandes actives, prestations régulières ou de pêcheurs, au cours des cinq années qui ont précédé l'établissement de sa période de prestations actuelle.

Total des prestations de revenu par secteur d'activité (en millions \$)

Secteur d'activité	1995-1996	1997-1998	Écart en %
Primaire			
Agriculture	262	217	-17,2
Pêche et piégeage	78	68	-12,9
Pêche (travail indépendant) ¹	231	234	1,2
Exploitation forestière et foresterie	311	293	-5,9
Exploitation minière	185	166	-10,3
Fabrication	2 027	1 647	-18,8
Construction	1 982	1 558	-21,4
Transport, entreposage et communications			
Transport et entreposage	443	407	-8,2
Communications	211	205	-2,9
Commerce			
Commerce de gros	556	602	8,2
Commerce de détail	949	740	-22,0
Finances, assurances et immobilier			
Finances et assurances	275	282	2,5
Immobilier	145	118	-18,7
Services communautaires, commerciaux et personnels			
Services commerciaux	683	608	-11,0
Éducation	620	536	-13,6
Santé et services sociaux	771	660	-14,5
Hébergement et restauration	552	494	-10,6
Autres services	742	630	-15,2
Administration publique			
Services gouvernementaux ²	761	406	-46,7
Non classés	152	146	-4,0
Tous les secteurs	11 937	10 013	-16,1

Source : Données administratives de l'a.-e.

- Notes :
1. Comprend les prestations de pêcheur indépendant et tous les autres types de prestations versées à ces prestataires, p. ex. les prestations spéciales et les prestations d'emploi (Partie I).
 2. L'écart en pourcentage au chapitre des prestations versées pourrait être inférieur à ce qui est indiqué en raison des changements apportés au processus d'attribution des codes de classification à ce secteur, en 1996 et 1997.

2.4

Prestations régulières

Province/Territoire	Nouvelles demandes¹		Prestation hebdo. moyenne		Montants versés²	
	1997-1998 (milliers)	Écart en % par rapport à 1995-1996	1997-1998 (\$)	Écart en % par rapport à 1995-1996	1997-1998 (millions \$)	Écart en % par rapport à 1995-1996
Terre-Neuve	67	-10,0	258	-2,7	434	-10,0
Île-du-Prince-Édouard	20	-1,8	240	-2,2	113	-7,0
Nouvelle-Écosse	71	-14,1	249	-0,3	362	-19,0
Nouveau-Brunswick	84	-11,1	253	-3,1	463	-17,0
Québec	513	-14,0	270	0,8	2 657	-17,0
Ontario	379	-23,7	290	1,1	1 974	-19,0
Manitoba	42	-20,0	260	1,8	180	-22,0
Saskatchewan	33	-22,6	277	5,2	141	-24,0
Alberta/T.N.-O.	95	-29,6	292	3,1	411	-41,0
C.-B./Yukon	193	-12,8	297	0,4	982	-13,0
Sexe						
Hommes	892	-16,2	309	-0,7	5 125	-19,0
Femmes	605	-19,5	231	2,0	2 591	-18,0
Âge						
Moins de 25 ans	190	-27,3	220	3,1	720	-28,0
25 à 44 ans	869	-19,3	284	-0,1	4 514	-21,0
45 à 54 ans	294	-8,0	290	-1,1	1 602	-10,0
55 ans et plus	146	-9,6	284	-0,2	880	-12,0
Recours à l'a.-e.						
Nouveaux prestataires ³	407	-16,9	261	3,6	2 166	-15,0
Prest. occasionnels ⁴	475	-23,7	263	1,1	2 291	-24,0
Prest. fréquents ⁵	616	-12,7	298	-2,4	3 260	-17,0
Total national	1 498	-17,6	277	0,5	7 717	-19,0

Source : Données administratives de l'a.-e.

Notes : 1. Une nouvelle demande est une demande au titre de laquelle au moins 1 \$ a été versé en prestations régulières.

2. Les montants versés représentent la somme des prestations régulières versées au cours des semaines comprises dans l'exercice. Ils n'incluent pas les autres types de prestations.

3. On entend par nouveau prestataire, une personne pour laquelle aucune période de prestations régulières ou de pêcheurs n'a été établie au cours des cinq années précédentes.

4. On entend par prestataire occasionnel, une personne qui a eu moins de trois demandes actives, prestations régulières ou de pêcheurs, au cours des cinq années qui ont précédé l'établissement de sa période de prestations actuelle.

5. On entend par prestataire fréquent, une personne qui a eu au moins trois demandes actives, prestations régulières ou de pêcheurs, au cours des cinq années qui ont précédé l'établissement de sa période de prestations actuelle.

Distribution des demandes de prestations régulières¹ selon la durée de l'emploi assurable

2.5

<u>Province/Territoire</u>	Nouvelles demandes 1997-1998			Écart en % pa rapport à 1995-1996		
	Durée de l'emploi assurable			Durée de l'emploi assurable		
	Égale ou près de la norme minimale d'admissibilité ²	Supérieure à la norme, moins de 6 mois ³	Plus de 6 mois	Égale ou près de la norme minimale d'admissibilité ²	Supérieure à la norme, moins de 6 mois ³	Plus de 6 mois
Terre-Neuve	9 030	16 930	41 070	-56	-12	19
Île-du-Prince-Édouard	2 200	4 920	13 310	-66	-17	59
Nouvelle-Écosse	5 630	13 410	52 290	-59	-37	9
Nouveau-Brunswick	7 110	19 290	57 180	-71	-25	30
Québec	27 060	79 130	406 780	-47	-42	0
Ontario	12 520	48 670	318 050	-42	-48	-17
Manitoba	1 570	6 380	34 190	-52	-49	-7
Saskatchewan	810	5 160	26 890	-62	-51	-10
Alberta/T.N.-O.	3 170	13 790	77 920	-52	-53	-21
C.-B./Yukon	9 470	30 270	153 510	-37	-37	-3
<u>Sexe</u>						
Hommes	45 190	138 660	708 620	-56	-46	0
Femmes	33 380	99 290	472 570	-46	-32	-13
<u>Âge</u>						
Moins de 25 ans	11 240	36 100	183 610	-58	-58	-10
25 à 44 ans	43 400	128 260	655 860	-53	-41	-8
45 à 54 ans	15 460	46 840	231 320	-46	-28	3
55 ans et plus	8 470	26 750	110 400	-50	-23	1
<u>Recours à l'a.-e.</u>						
Nouveaux prestataires	5 850	30 970	370 100	-31	-64	-7
Prestataires occasionnels	28 120	75 940	371 000	-42	-43	-16
Prestataires fréquents	44 600	131 040	440 090	-59	-29	7
<u>Total national</u>	78 570	237 950	1 181 190	-52	-41	-5

Source : Données administratives de l'a.-e.

Notes: 1. L'annexe 2.4 traite de prestations régulières.

2. Demandes qui satisfont tout juste ou excèdent d'au plus de deux semaines (ou 70 heures, depuis janvier 1997) la norme minimale d'admissibilité.

3. Demandes qui excèdent de plus de deux semaines (ou plus de 70 heures, depuis janvier 1997), mais moins de 6 mois, la norme minimale d'admissibilité.

2.6

Changements dans la durée de l'emploi assurable

	Satisfait ou satisfait presque à la norme minimale d'admissibilité				Minimum + 2 semaines à 6 mois	Plus de 6 mois	Total
	Norme minimale ¹	Minimum + 1 semaine ²	Minimum + 2 semaines ³	Total ⁴			
Nombre de demandes de prestations régulières							
1995-1996	76 330	46 080	42 630	165 040	403 190	1 249 530	1 817 760
1996-1997	48 140	35 980	46 300	130 420	307 940	1 178 320	1 616 680
1997-1998	29 430	25 140	24 000	78 570	237 950	1 181 190	1 497 710
Écart (%) – année précédente							
1996-1997	-37	-22	9	-21	-24	-6	-11
1997-1998	-39	-30	-48	-40	-23	0	-7
% du toutes les demandes							
1995-1996	4	3	2	9	22	69	100
1996-1997	3	2	3	8	19	73	100
1997-1998	2	2	2	5	16	79	100
Écarts en % - 1995-1996 à 1997-1998							
Hommes	-64	-49	-50	-56	-46	0	-16
Femmes	-57	-40	-32	-46	-32	-13	-20
Moins de 25 ans	-67	-50	-53	-58	-59	-9	-27
25 à 44 ans	-63	-45	-45	-53	-41	-8	-19
45 à 54 ans	-54	-42	-36	-46	-28	3	-8
55 ans et plus	-57	-50	-37	-50	-23	1	-10
Total	-61	-45	-44	-52	-41	-5	-18
Changement dans la proportion des demandes - 1995-1996 à 1997-1998⁵							
Terre-Neuve	-11	-3	-1	-14	-1	15	s/o
Île-du-Prince-Édouard	-15	-3	-2	-20	-4	25	s/o
Nouvelle-Écosse	-5	-2	-2	-9	-7	16	s/o
Nouveau-Brunswick	-12	-3	-2	-17	-4	22	s/o
Québec	-2	-1	-1	-3	-7	11	s/o
Ontario	0	0	-1	-1	-6	7	s/o
Manitoba	-1	-1	-1	-2	-9	11	s/o
Saskatchewan	-1	-1	-1	-3	-9	12	s/o
Alberta/T.N.-O.	-1	0	-1	-2	-7	9	s/o
C.-B./Yukon	-1	-1	0	-2	-6	8	s/o
Hommes	-3	-1	-1	-5	-9	13	s/o
Femmes	-2	-1	0	-3	-3	6	s/o
Moins de 25 ans	-2	-1	-1	-4	-12	16	s/o
25 à 44 ans	-2	-1	-1	-4	-6	10	s/o
45 à 54 ans	-2	-1	-1	-4	-5	8	s/o
55 ans et plus	-3	-1	-1	-5	-3	8	s/o

Source : données administratives de l'a.-e.

Notes: 1. Demandes qui satisfont tout juste à la norme minimale d'admissibilité, laquelle varie selon le taux de chômage régional.
2. Demandes qui excèdent d'une semaine (ou 35 heures, depuis janvier 1997) la norme minimale d'admissibilité.
3. Demandes qui excèdent de deux semaines (ou 70 heures, depuis janvier 1997) la norme minimale d'admissibilité.
4. Les additions peuvent ne pas être exactes puisque les chiffres ont été arrondis.
5. Variation absolue de la proportion des demandes selon la durée des emplois assurables. Ainsi, à Terre-Neuve, 16,5 % des demandes satisfaisaient tout juste à la norme minimale d'admissibilité en 1995-1996 par rapport à 5,6 % en 1997-1998, soit une baisse de 10,9 points de pourcentage (chiffre arrondi à 11 %).

Prestations de pêcheur

Province/Territoire	Nouvelles demandes		Prestation hebdomadaire moyenne		Montants versés¹	
	1997-1998	Écart en % par rapport à 1995-1996	1997-1998 (\$)	Écart en % par rapport à 1995-1996	1997-1998 (000 \$)	Écart en % par rapport à 1995-1996
Terre-Neuve	9 200	29,1	325	-13,1	74 072	17,9
Île-du-Prince-Édouard	1 880	-18,4	382	-6,6	18 097	-18,2
Nouvelle-Écosse	6 700	-1,8	382	-9,3	52 783	-9,9
Nouveau-Brunswick	2 500	1,9	385	-6,1	20 923	-13,5
Québec	1 330	9,8	376	-10,9	12 174	-6,0
Ontario	140	-10,9	352	-4,6	1 309	-30,9
Manitoba	520	-7,8	304	-7,9	3 888	6,2
Saskatchewan	80	56,6	283	-14,5	562	6,5
Alberta/T.N.-O.	100	41,4	353	-8,3	634	137,1
C.-B./Yukon	4 530	5,9	355	-2,7	30 697	-3,7
Sexe						
Hommes	24 040	9,5	363	-9,5	192 215	-1,0
Femmes	2 930	-4,3	300	-10,4	22 924	-7,0
Âge						
Moins de 25 ans	2 380	-5,9	349	-5,2	18 954	-6,6
25 à 44 ans	14 600	6,0	359	-9,6	114 654	-3,2
45 à 54 ans	6 420	15,2	354	-10,6	52 339	2,8
55 ans et plus	3 570	13,4	352	-10,7	29 192	0,1
Recours à l'a.-e.						
Nouveaux prestataires ²	2 040	136,6	307	-5,8	10 772	93,5
Prestataires occasionnels ³	3 890	9,4	324	-9,2	28 127	35,8
Prestataires fréquents ⁴	21 040	2,1	367	-8,7	176 240	-8,5
Total national	26 970	7,8	356	-9,4	215 139	-1,7

Source : Données administratives de l'a.-e.

Notes : 1. Les montants versés représentent la somme des prestations de pêcheur versées au cours des semaines comprises dans l'exercice. Ils n'incluent pas les autres types de prestations.

2. On entend par nouveau prestataire, une personne pour laquelle aucune période de prestations régulières ou de pêcheurs n'a été établie au cours des cinq années précédentes.

3. On entend par prestataire occasionnel, une personne qui a eu moins de trois demandes actives, prestations régulières ou de pêcheurs, au cours des cinq années qui ont précédé l'établissement de sa période de prestations actuelle.

4. On entend par prestataire fréquent, une personne qui a eu au moins trois demandes actives, prestations régulières ou de pêcheurs, au cours des cinq années qui ont précédé l'établissement de sa période de prestations actuelle.

Prestataires fréquents¹

Province/Territoire	Nouvelles demandes²		Prestation hebd. moyenne		Montants versés	
	1997-1998	Écart en % par rapport à 1995-1996	1997-1998 (\$)	Écart en % par rapport à 1995-1996	1997-1998 (millions \$)	Écart en % par rapport à 1995-1996
Terre-Neuve	47 900	-11,9	289	-2,7	351	-10,9
Île-du-Prince-Édouard	13 700	-3,5	270	-3,6	86	-2,4
Nouvelle-Écosse	43 300	-11,3	273	-3,2	233	-21,4
Nouveau-Brunswick	55 500	-7,7	273	-5,4	332	-17,0
Québec	246 900	-7,4	302	-0,9	1 345	-12,2
Ontario	118 800	-17,2	321	-1,3	544	-16,8
Manitoba	15 600	-20,8	295	1,9	61	-27,9
Saskatchewan	11 200	-21,1	304	-1,5	51	-29,8
Alberta/T.N.-O.	23 900	-29,1	325	-5,1	111	-39,3
C.-B./Yukon	63 800	-7,7	329	-3,5	315	-12,7
Sexe						
Hommes	423 200	-13,0	338	-2,6	2 639	-15,9
Femmes	217 400	-8,7	234	0,2	792	-14,8
Âge						
Moins de 25 ans	21 700	-33,4	275	-2,3	120	-38,9
25 à 44 ans	392 600	-13,6	306	-1,7	2 101	-17,0
45 à 54 ans	151 300	-4,3	302	-4,5	793	-8,9
55 ans et plus	75 000	-5,1	293	-1,2	416	-11,3
Total national	640 600	-11,6	303	-2,3	3 430	-15,6

Source : Données administratives de l'a.-e.

Note : 1. On entend par prestataire fréquent, une personne qui a eu au moins trois demandes actives, prestations régulières ou de pêcheurs, au cours des cinq années qui ont précédé l'établissement de sa période de prestations actuelle.
2. Comprennent les demandes de prestations régulières et de pêcheur.

Total des prestations spéciales¹

Province/Territoire	Nouvelles demandes²		Montants versés	
	1997-1998	Écart en % par rapport à 1995-1996	1997-1998 (millions \$)	Écart en % par rapport à 1995-1996
Terre-Neuve	6 110	5,3	22	3,1
Île-du-Prince-Édouard	2 400	18,2	9	38,8
Nouvelle-Écosse	12 430	-4,6	44	-2,5
Nouveau-Brunswick	12 920	6,8	41	7,7
Québec	95 880	-3,7	366	-4,3
Ontario	133 290	-4,0	664	-2,9
Manitoba	13 040	-1,8	55	-0,2
Saskatchewan	10 160	2,4	42	1,3
Alberta/T.N.-O.	34 210	5,2	150	8,7
C.-B./Yukon	51 010	-5,3	218	1,1
Sexe				
Hommes	90 070	-3,9	238	3,1
Femmes	281 380	-2,1	1 372	-1,7
Âge				
Moins de 25 ans	44 540	8,4	131	8,4
25 ans et plus	326 910	-3,8	1 479	-1,8
Total national	371 450	-2,5	1 610	-1,0

Source : Données administratives de l'a.-e.

Notes : 1. Les annexes 2.10, 2.11, 2.12, et 2.13 présentent une ventilation du nombre moyen de semaines pour lesquelles des prestations ont été payées, de la prestation hebdomadaire moyenne, et du montant hebdomadaire moyen versé en prestations de maternité, parentales, et de maladie.

2. Le total des nouvelles demandes comprend les demandes au titre desquelles au moins 1 \$ a été versé en prestations de maternité, parentales, ou de maladie.

2.10

Prestations de maternité

Province/Territoire	Nouvelles demandes		Nombre moyen de semaines de prestations versées		Prestation hebdomadaire moyenne		Montants versés	
	1997-1998	Écart en % par rapport à 1995-1996	1997-1998	Écart en % par rapport à 1995-1996	1997-1998 (\$)	Écart en % par rapport à 1995-1996	1997-1998 (millions \$)	Écart en % par rapport à 1995-1996
Terre-Neuve	2 240	12,0	14,3	-0,7	263	-7,3	8,9	8,7
Île-du-Prince-Édouard	1 000	51,5	14,1	-1,7	237	-5,4	3,5	51,8
Nouvelle-Écosse	4 720	8,3	14,3	-1,6	234	-8,7	16,0	-4,9
Nouveau-Brunswick	4 030	18,5	14,4	1,0	240	-5,2	13,8	8,2
Québec	39 750	-6,7	14,4	-0,6	261	-3,4	153,4	-8,5
Ontario	71 810	0,1	14,5	-0,9	294	-3,6	308,5	-4,0
Manitoba	6 390	3,4	14,5	-0,1	251	-4,3	23,7	-2,0
Saskatchewan	5 360	4,3	14,5	0,0	247	-6,5	19,2	-1,0
Alberta/T.N.-O.	17 650	6,5	14,3	-0,5	262	-5,6	67,9	5,4
C.-B./Yukon	20 290	1,9	14,4	-0,6	279	-5,7	83,6	0,0
Âge								
Moins de 25 ans	25 680	24,6	14,2	-1,0	173	-10,0	63,8	10,6
25 ans et plus	147 560	-2,9	14,5	-0,5	292	-2,6	634,8	-4,3
Total national	173 240	0,4	14,4	-0,6	275	-4,4	698,6	-3,1

Source : Données administratives de l'a.-e.

Prestations parentales (parents biologiques)

	Nouvelles demandes		Nombre moyen de semaines de prestations versées		Prestation hebdomadaire moyenne		Montants versés	
	1997-1998	Écart en % par rapport à 1995-1996	1997-1998	Écart en % par rapport à 1995-1996	1997-1998 (\$)	Écart en % par rapport à 1995-1996	1997-1998 (millions \$)	Écart en % par rapport à 1995-1996
<u>Province/Territoire</u>								
Terre-Neuve	2 090	13,6	9,0	-1,9	275	-4,8	5,4	10,1
Île-du-Prince-Édouard	840	31,3	8,9	-2,9	250	-1,4	2,0	65,1
Nouvelle-Écosse	4 240	1,4	8,9	-2,4	247	-4,7	9,8	-7,9
Nouveau-Brunswick	3 720	16,3	9,0	-4,1	249	-5,3	8,5	5,6
Québec	38 190	-9,0	8,9	-4,0	270	-1,6	99,2	-10,0
Ontario	68 700	-2,6	9,2	-2,3	302	-2,1	198,8	-2,8
Manitoba	6 210	3,8	9,3	-1,3	259	-2,6	15,9	-0,3
Saskatchewan	5 130	5,6	9,4	0,2	255	-6,1	12,1	0,9
Alberta/T.N.-O.	16 140	5,2	9,1	-2,6	272	-3,3	42,0	11,3
C.-B./Yukon	19 250	-0,6	9,1	-3,1	289	-4,3	54,4	4,6
<u>Sexe</u>								
Hommes	7 670	-4,5	7,9	3,4	350	-3,0	21,0	2,0
Femmes	156 840	-1,9	9,2	-3,0	281	-2,6	426,8	-2,2
<u>Âge</u>								
Moins de 25 ans	22 240	18,0	8,9	-3,7	186	-5,2	37,1	6,1
25 ans et plus	142 270	-4,6	9,2	-2,4	299	-1,5	410,8	-2,7
<u>Total national</u>	164 510	-2,0	9,1	-2,8	284	-2,7	447,9	-2,0

Source : Données administratives de l'a.-e.

2.12

Prestations parentales (parents adoptifs)

Province/Territoire	Nouvelles demandes		Nombre moyen de semaines de prestations versées		Prestation hebdomadaire moyenne		Montants versés	
	1997-1998	Écart en % par rapport à 1995-1996	1997-1998	Écart en % par rapport à 1995-1996	1997-1998 (\$)	Écart en % par rapport à 1995-1996	1997-1998 (millions \$)	Écart en % par rapport à 1995-1996
Terre-Neuve	10	0,0	15,0	36,4	413	-7,2	0,05	9,8
Île-du-Prince-Édouard	30	200,0	9,3	-6,7	326	29,2	0,09	1 035,2
Nouvelle-Écosse	20	0,0	12,5	108,3	323	-13,4	0,10	105,6
Nouveau-Brunswick	80	100,0	10,5	2,4	290	14,3	0,21	52,2
Québec	390	-40,0	11,6	3,0	341	-3,5	1,76	-22,1
Ontario	430	19,4	11,9	0,9	358	3,6	1,77	15,4
Manitoba	110	120,0	10,1	0,9	252	-30,0	0,26	21,4
Saskatchewan	50	66,7	11,0	0,0	258	-21,5	0,26	85,6
Alberta/T.N.-O.	90	-43,8	10,2	3,4	282	-15,7	0,40	-22,4
C.-B./Yukon	130	-40,9	11,9	29,8	386	15,2	0,44	-32,3
Sexe								
Hommes	150	-34,8	8,6	-11,7	373	-3,7	0,54	-22,7
Femmes	1 190	-9,8	11,8	7,2	328	-2,5	4,81	-1,3
Âge								
Moins de 25 ans	10	-66,7	10,0	0,0	201	-34,2	0,03	-55,5
25 ans et plus	1 330	-12,5	11,4	5,6	334	-3,1	5,31	-3,3
Total national	1 340	-13,5	11,4	5,8	333	-3,2	5,34	-3,9

Source : Données administratives de l'a.-e.

Prestations de maladie

Province/Territoire	Nouvelles demandes		Nombre moyen de semaines de prestations versées		Prestation hebdomadaire moyenne		Montants versés	
	1997-1998	Écart en % par rapport à 1995-1996	1997-1998	Écart en % par rapport à 1995-1996	1997-1998 (\$)	Écart en % par rapport à 1995-1996	1997-1998 (millions \$)	Écart en % par rapport à 1995-1996
Terre-Neuve	4 170	5,8	7,7	-12,1	237	-5,1	7,6	-6,6
Île-du-Prince-Édouard	1 580	12,1	8,1	-5,5	226	-3,5	3,1	13,2
Nouvelle-Écosse	8 340	-4,8	9,0	1,9	234	-0,2	18,0	2,7
Nouveau-Brunswick	9 280	4,3	8,4	2,6	231	-3,5	18,6	8,0
Québec	54 800	0,4	8,4	0,7	246	1,0	111,4	9,2
Ontario	63 280	-4,7	9,4	0,9	263	-1,4	155,2	-0,8
Manitoba	6 680	-5,2	9,0	-1,0	239	-0,5	15,4	2,3
Saskatchewan	4 980	1,2	8,7	-2,3	233	-2,3	10,1	5,2
Alberta/T.N.-O.	17 890	10,8	9,4	1,3	246	0,8	39,5	12,5
C.-B./Yukon	31 850	-7,5	9,1	0,1	268	-1,2	79,1	0,2
Sexe								
Hommes	82 410	-3,7	8,9	0,9	298	-0,7	216,2	3,3
Femmes	120 440	-0,4	9,0	-0,2	222	0,1	241,6	3,5
Âge								
Moins de 25 ans	21 650	3,0	7,5	1,2	187	-1,6	30,2	6,8
25 à 44 ans	110 690	-2,0	8,6	1,1	258	-0,6	243,1	4,4
45 à 54 ans	44 440	-1,5	9,6	0,2	267	1,0	115,0	5,0
55 ans et plus	26 070	-4,8	10,4	-1,7	262	-1,1	69,6	-3,5
Total national	202 850	-1,8	8,9	0,3	253	-0,5	457,8	3,4

Source : Données administratives de l'a.-e.

2.14

Supplément familial (SF) 1997-1998

<u>Province/Territoire</u>	Nouvelles demandes comportant un SF¹	% des demandes avec SF (\$)	Suppl. hebd. moyen (\$)	Prest. hebd. moyenne	Supplément versé aux bénéf. du SF (milliers \$)	Écart en % par rapport à 1995-1996	% du SF total payé
Terre-Neuve	11 140	13,8	27	244	6 493	18,1	6,2
Île-du-Prince-Édouard	3 290	13,8	28	223	2 005	-7,3	1,9
Nouvelle-Écosse	10 250	11,8	29	229	5 876	-3,7	5,6
Nouveau-Brunswick	12 310	12,9	29	231	7 144	7,9	6,8
Québec	63 350	10,7	28	240	32 546	-9,1	31,0
Ontario	47 710	9,7	29	238	24 135	-10,9	23,0
Manitoba	7 650	13,9	31	233	4 000	-2,1	3,8
Saskatchewan	6 300	15,1	31	238	3 182	13,7	3,0
Alberta/T.N.-O.	15 660	12,3	30	230	7 179	-11,4	6,8
C.-B./Yukon	23 520	9,9	31	246	12 281	19,0	11,7
<u>Sexe</u>							
Hommes	75 700	7,6	32	283	39 298	54,8	37,5
Femmes	125 480	15,0	28	211	65 544	-21,2	62,5
<u>Âge</u>							
Moins de 25 ans	23 390	9,8	26	193	9 924	-4,5	9,5
25 à 44 ans	155 440	14,2	30	243	83 410	-0,8	79,6
45 à 54 ans	20 030	6,0	28	248	10 252	-13,6	9,8
55 ans et plus	2 320	1,4	26	243	1 256	-43,2	1,2
<u>Recours à l'a.-e.</u>							
Nouveaux prestataires ²	70 340	11,4	28	217	35 564	-5,5	33,9
Prestataires occasionnels ³	71 100	12,7	29	232	37 641	-12,0	35,9
Prestataires fréquents ⁴	59 740	9,1	30	270	31 637	12,2	30,2
<u>Total national</u>	201 180	11,0	29	238	104 842	-3,4	100,0

Source : Données administratives de l'a.-e.

- Notes:
1. Comprennent les demandes pour toutes les catégories de prestations (régulières, de pêcheurs et spéciales).
 2. On entend par nouveau prestataire, une personne pour laquelle aucune période de prestations régulières ou de pêcheurs n'a été établie au cours des cinq années précédentes.
 3. On entend par prestataire occasionnel, une personne qui a eu moins de trois demandes actives, prestations régulières ou de pêcheurs, au cours des cinq années qui ont précédé l'établissement de sa période de prestations actuelle.
 4. On entend par prestataire fréquent, une personne qui a eu au moins trois demandes actives, prestations régulières ou de pêcheurs, au cours des cinq années qui ont précédé l'établissement de sa période de prestations actuelle.

Prestataires ayant un emploi

	Nouvelles demandes - Prestataires déclarant un emploi à temps plein ou partiel		
<u>Province/Territoire</u>	Nouvelles demandes 1996-1997	% de demandes de prestations régulières 1996-1997	Différence par rapport au % de demandes régulières de 1995-1996 (en points de pourcentage)
Terre-Neuve	28 350	40,5	4,9
Île-du-Prince-Édouard	8 560	41,6	3,9
Nouvelle-Écosse	33 520	44,2	3,2
Nouveau-Brunswick	33 520	37,5	2,5
Québec	225 170	41,4	3,3
Ontario	155 320	36,0	0,4
Manitoba	17 150	37,8	-5,2
Saskatchewan	14 130	39,8	-5,5
Alberta/T.N.-O.	46 160	43,4	-1,8
C.-B./Yukon	89 390	45,0	-2,4
<u>Sexe</u>			
Hommes	339 300	36,1	0,5
Femmes	311 970	46,1	1,3
<u>Âge</u>			
Moins de 25 ans	95 330	44,8	0,4
25 à 44 ans	398 640	41,7	1,0
45 à 54 ans	117 650	39,5	2,5
55 ans et plus	39 650	26,6	2,4
<u>Prestation</u>			
<50 \$	200	25,3	-5,1
50-100 \$	19 180	42,1	6,2
101-150 \$	75 670	44,3	1,2
151-200 \$	107 770	43,5	3,4
Total<201 \$	202 820	43,6	2,7
>200 \$	448 450	38,9	0,3
<u>Total national</u>	651 270	40,3	1,0

Source : Données administratives de l'a.-e.

2.16

Remboursement des prestations (récupération fiscale)

<u>Province/Territoire</u>	Nombre de personnes qui ont remboursé des prestations		Montant recouvré	
	1996	Écart en % par rapport à 1995	1996 (000 \$)	Écart en % par rapport à 1995
Terre-Neuve	3 348	184	3 423	121
Île-du-Prince-Édouard	608	84	612	-5
Nouvelle-Écosse	2 716	160	3 626	111
Nouveau-Brunswick	1 816	164	2 146	51
Québec	16 105	302	15 176	255
Ontario	31 727	381	23 485	337
Manitoba	1 233	441	1 181	400
Saskatchewan	1 359	415	1 205	352
Alberta/T.N.-O.	7 783	427	6 686	381
Colombie-Brit./Yukon	15 236	339	12 487	383
<u>Total national</u>	81 931	325	70 027	260

Source : Fichier de données sur le remboursement des prestations (octobre 1998)

Règle de l'intensité 1997-1998

Province/Territoire	Total des demandes visées par la règle de l'intensité			Demandes visées par rapport à l'ensemble des demandes régulières et de pêcheur		Économies découlant de la règle de l'intensité	
	Nombre de demandes visées	Prestation hebdomadaire moyenne¹	% du total des demandes visées²	Total des demandes rég. et de pêcheur	Demandes visées exprimées en % des demandes rég. et de pêcheur³	Économies totales (000 \$)	% des économies totales
Terre-Neuve	36 430	283	11	76 234	48	5 505	15
Île-du-Prince-Édouard	11 410	261	4	22 307	51	1 458	4
Nouvelle-Écosse	25 610	267	8	78 028	33	3 093	8
Nouveau-Brunswick	37 150	269	12	86 078	43	4 770	13
Québec	126 660	282	40	514 315	25	14 621	39
Ontario	41 570	301	13	379 389	11	4 257	11
Manitoba	4 120	280	1	42 657	10	404	1
Saskatchewan	3 060	292	1	32 943	9	319	1
Alberta/T.N.-O.	6 840	315	2	94 989	7	636	2
Colombie-Brit./Yukon	25 540	303	8	197 779	13	2 783	7
Sexe							
Hommes	227 070	316	71	916 519	25	29 650	78
Femmes	91 320	204	29	608 200	15	8 060	21
Âge							
Moins de 25 ans	32 980	238	10	233 329	14	2 620	7
25 à 44 ans	172 490	288	54	842 148	20	21 179	56
45 à 54 ans	73 260	291	23	300 052	24	9 132	24
55 ans et plus	39 660	283	12	149 190	27	4 975	13
Recours à l'a.-e.							
Prestataires fréquents ⁴	246 040	296	77	636 821	39	6 695	18
Autres prestataires	72 350	243	23	887 937	8	31 357	83
Total national	318 390	284	100	1 524 719	21	37 906	100

Source : Données administratives de l'a.-e.

Notes : 1. Montant hebdomadaire moyen versé au titre des demandes visées par la règle de l'intensité.

2. Le pourcentage est calculé sur le total des demandes visées par la règle de l'intensité.

3. Demandes visées par la règle de l'intensité en pourcentage du total des demandes régulières et de pêcheur.

4. On entend par prestataire fréquent, une personne qui a eu au moins trois demandes, prestations régulières ou de pêcheurs, actives au cours des cinq années qui ont précédé l'établissement de sa période de prestations actuelle.

ANNEXE 3

Tableaux des données sur les prestations d'emploi et les mesures de soutien

- 3.1 Aperçu des ententes fédérales-provinciales/territoriales sur le Développement du marché du travail**
- 3.2 Ententes de retrait pour l'achat de formation par province/territoire**
- 3.3 Passage des achats de formation aux stagiaires payants bonifiés/prêts et subventions de perfectionnement**
- 3.4 PEMS - Interventions par province/territoire - 1997-1998**
- 3.5 UPAC - Interventions par province/territoire - 1995-1996**
- 3.6 PEMS - Partie I - Dépenses par intervention - 1997-1998**
- 3.7 PEMS - Partie II - Dépenses par intervention - 1997-1998**
- 3.8 UPAC - Dépenses par intervention - 1995-1996**
- 3.9 Activités pancanadiennes - Dépenses par intervention - 1997-1998**
- 3.10 PEMS et UPAC - Coût moyen par intervention par province/territoire**
- 3.11 PEMS - Profil de la clientèle 1997-1998**
- 3.12 Membres des groupes désignés par intervention PEMS - Femmes**
- 3.13 Membres des groupes désignés par intervention PEMS - Personnes handicapées**
- 3.14 Membres des groupes désignés par intervention PEMS - Autochtones**
- 3.15 Membres des groupes désignés par intervention PEMS - Membres des minorités visibles**
- 3.16 Résultats et objectifs pour 1997-1998**

3.1

Aperçu des ententes fédérales-provinciales/territoriales sur le Développement du marché du travail

Province/Territoire	Type d'entente	Date de signature	Date de mise en application	Allocation en 1997-1998 (en milliers de \$)
Terre-Neuve	Cogestion	24 mars 1997	avril 1997	85 837
Île-du-Prince-Édouard	Cogestion	26 avril 1997	mai 1997	17 787
Nouvelle-Écosse	Cogestion	24 avril 1997	1 ^{er} janvier 1998	62 605
Nouveau-Brunswick	Transfert	13 décembre 1996	1 ^{er} octobre 1997	66 430
Québec	Transfert entente de principe	21 avril 1997	1 ^{er} avril 1998	457 298
	Entente de mise en œuvre	28 novembre 1997		
Manitoba	Transfert	17 avril 1997	27 novembre 1997	46 315
Saskatchewan	Transfert	6 février 1998	Prévue pour le 1 ^{er} janvier 1999	33 530
Alberta	Transfert	6 décembre 1996	1 ^{er} novembre 1997	97 517
Colombie-Britannique	Cogestion (engagement de négocier le transfert dans le cadre de l'entente)	25 avril 1997	25 avril 1997	205 920
Territoires du Nord-Ouest	Transfert	27 février 1998	1 ^{er} octobre 1998	3 547
Yukon	Cogestion	24 janvier 1998	février 1998	2 650

Nota: les négociations avec l'Ontario ont débuté en avril 1998.

Ententes de retrait pour l'achat de formation par province/territoire

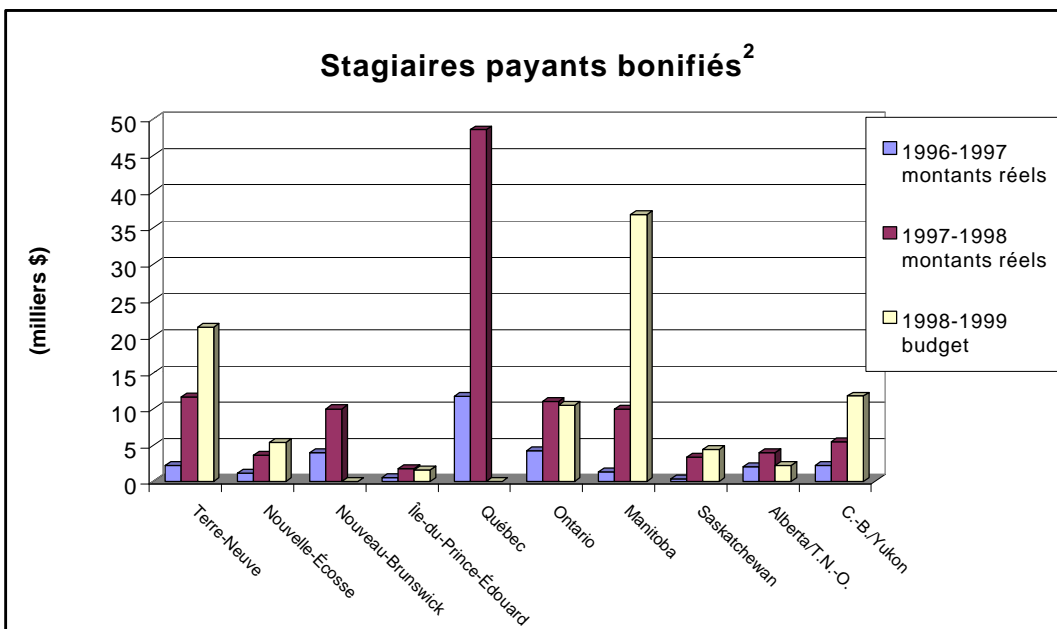
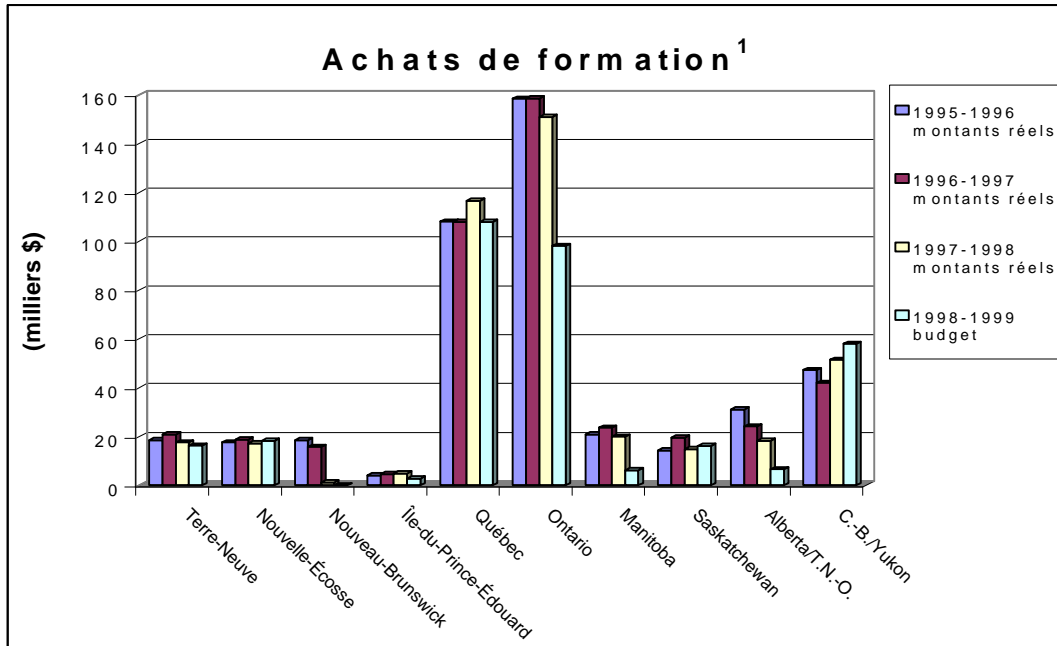
Province/ Territoire	1996-1997	1997-1998	1998-1999	Remarques
Terre-Neuve¹	5,42 M\$ année de référence	4,07 M\$ 75 % de l'année de référence	5,42 M\$	<ul style="list-style-type: none"> L'entente couvre les achats de gouvernement à gouvernement. On utilisera une méthode semblable de retrait dans le cas des achats de gouvernement à institution.
Île-du-Prince-Édouard	1,462 M\$	0,86 M\$	0,5 M\$	<ul style="list-style-type: none"> L'entente ne couvre que les achats de gouvernement à gouvernement.
Nouvelle-Écosse²	5,9M\$	4,9M\$	5,9M\$	<ul style="list-style-type: none"> L'entente ne couvre que les achats de gouvernement à gouvernement.
Nouveau-Brunswick³	16 M\$ et report	5 M\$ et report	Report	<ul style="list-style-type: none"> L'entente décrit en détail comment se retirer de chaque type d'achat et comment il faut traiter le report.
Québec	90,4 M\$	90,4 M\$	90,4 M\$	<ul style="list-style-type: none"> Ces chiffres sont précisés dans l'entente de mise en œuvre.
Ontario	38 M\$	30 M\$	25 M\$	<ul style="list-style-type: none"> L'entente ne couvre que l'apprentissage.
Manitoba¹	35,62 M\$ 90 % de l'année de référence	28,12 M\$ 75 % de l'année de référence	18,75 M\$ 50 % de l'année de référence	<ul style="list-style-type: none"> L'entente ne couvre que les achats de gouvernement à gouvernement.
Saskatchewan¹	24,9 M\$ 100 % de l'année de référence	17,43 M\$ (70 %)	7,47 M\$ (30 %)	<ul style="list-style-type: none"> L'entente couvre les achats de gouvernement à gouvernement et de CRHC.
Alberta	11,9 M\$	0	0	<ul style="list-style-type: none"> L'entente ne couvre que les achats de gouvernement à gouvernement relativement à la formation en apprentissage.
Territoires du Nord-Ouest	1,9 M\$	1,4 M\$	0,2 M\$	
Colombie-Britannique	134,9 M\$	117,5 M\$	94,02 M\$	<ul style="list-style-type: none"> L'entente couvre le soutien du revenu, y compris la Partie I.
Yukon	1,05 M\$	0,84 M\$	0,63 M\$	<ul style="list-style-type: none"> Entente de retrait des cours dispensés par le Yukon College.
Total	367,5 M\$	300,5 M\$	248,3 M\$	<ul style="list-style-type: none"> Les chiffres tiennent compte des dépenses que l'administration fédérale s'est engagée à faire conformément aux ententes. Ne sont pas incluses les dépenses pour les types de formation qui ne sont pas précisément indiqués dans les différentes ententes de retrait.

Notes:

- La méthode utilisée pour fixer le taux annuel de diminution des engagements diffère selon les ententes. Des exemples de méthodes sont fournis uniquement pour Terre-Neuve, le Manitoba et la Saskatchewan; ils sont fondés sur les dépenses effectuées pendant une année de référence.
- L'année 1996-1997 constitue l'année de référence pour toutes les régions/provinces à l'exception de la Nouvelle-Écosse (1995-1996).
- Il y a report lorsque des engagements ont été pris concernant le financement d'activités de formation ayant commencé au cours du précédent exercice, mais pour lesquelles des dépenses doivent être engagées au cours du nouvel exercice. Il s'agit d'une situation courante puisque la majorité des cours durent de septembre à juin alors que l'exercice financier commence en avril et se termine en mars.

3.3

Passage des achats de formation aux stagiaires payants bonifiés/prêts et subventions de perfectionnement



Source : Système de gestion ministériel.

Notes :

1. Comprennent les achats de gouvernement à gouvernement, les achats par les CRHC, les achats dans le cadre de projets, et les achats du groupe de coordination.
2. Comprend les prêts et subventions de perfectionnement.

PEMS
Interventions par province/territoire
1997-1998

1997-1998	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb./ T.N.-O.	C.-B./ Yukon	Canada
Interventions aux PEMS											
<u>Interventions à long terme</u>											
Subventions salariales ciblées	379	677	1 144	1 872	2 692	6 040	528	200	266	1 383	15 181
Travail indépendant	402	221	767	509	4 264	4 343	601	274	970	2 664	15 015
Partenariats pour la création d'emplois	2 230	251	1 047	990	10 767	2 926	671	115	415	2 056	21 468
Stagiaires payants	5 203	1 469	2 109	7 302	19 974	8 142	3 417	1 444	2 931	5 073	57 064
Achats de formation	3 058	1 311	5 537	529	17 519	27 210	2 274	2 694	11 769	15 477	87 378
Formation dans le cadre de projets	103	304	125	117	5 379	6 814	1 763	942	1 956	4 150	21 653
Total - interventions à long terme	11 375	4 233	10 729	11 319	60 595	55 475	9 254	5 669	18 307	30 803	217 759
<u>Interventions à court terme</u>											
Aide à l'emploi	348	816	1 818	435	10 302	35 366	3 233	333	6 808	13 454	72 913
Serv. de groupe, prest. actives seulement	675	262	4 888	139	21 842	86 337	1 260	1 051	1 914	12 416	130 784
Counselling individuel seulement	3 147	562	3 265	3 304	23 567	7 858	4 862	3 146	1 813	2 511	54 035
Total - interventions à court terme	4 170	1 640	9 971	3 878	55 711	129 561	9 355	4 530	10 535	28 381	257 732
<u>Autres PEMS</u>	29	2	42	3 980	80	1 523	108	138	362	304	6 568
Total global - PEMS	15 574	5 875	20 742	19 177	116 386	186 559	18 717	10 337	29 204	59 488	482 059

Source : données sur les clients

Terre-Neuve et Québec: comme les données étaient incomplètes, elles sont sous-estimées à l'égard du nombre de clients pour les Subventions salariales ciblées et l'aide à l'emploi.

UPAC¹
Interventions par province/territoire
1995-1996

1995-1996	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb./ T.N.-O.	C.-B./ Yukon	Canada
Interventions aux UPAC											
<u>Interventions à long terme</u>											
Travail indépendant	269	99	529	405	3 493	2 424	333	282	624	1 497	9 955
Partenariats pour la création d'emplois	1 664	669	1 343	3 343	8 434	5 037	1 203	468	1 145	1 529	25 379
Stagiaires payants	2 595	828	1 228	2 493	15 344	12 827	1 516	927	3 975	4 171	45 379
Achats de formation	4 560	1 776	5 242	6 400	15 566	32 656	2 561	2 977	14 522	16 140	102 400
Formation dans le cadre de projets	370	292	342	472	3 950	4 068	2 289	1 002	1 352	2 838	16 975
Total - interventions à long terme	9 458	3 664	8 684	13 657	46 787	57 012	7 902	5 656	21 618	26 175	200 613
<u>Interventions à court terme</u>											
Services d'aide à l'emploi	232	270	485	113	11 685	6 867	470	72	3 512	8 847	32 553
Counselling individuel seulement	7 449	1 985	10 900	10 488	75 378	52 712	11 613	6 835	14 735	14	206 370
Total - interventions à court terme	7 681	2 255	11 385	10 601	87 063	59 579	12 083	6 907	18 247	23 122	238 923
<u>Autres UPAC</u>	36	43	5	164	161	1 368	63	37	111	579	2 567
Total - UPAC	17 175	5 962	20 074	24 422	134 011	117 959	20 048	12 600	39 976	49 876	442 103

Source : données sur les clients

Note: 1. Utilisations productives de l'assurance-chômage.

PEMS - Partie I
Dépenses (000 \$) par intervention
1997-1998

1997-1998 PEMS - Partie I	T.-N.	Î.-P.É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb./ T.N.-O.	C.-B./ Yukon	Canada
<u>Interventions à long terme</u>											
Subventions salariales ciblées	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O
Travail indépendant	1 442	584	2 604	2 020	15 905	18 520	2 056	1 414	5 408	8 785	58 738
Partenariats pour la création d'emplois	2 004	385	1 680	1 413	13 703	6 096	1 382	307	804	3 674	31 448
Stagiaires payants	16 037	4 878	5 018	16 280	49 326	24 371	9 561	2 886	8 961	14 875	152 193
Achats de formation	6 292	2 109	8 503	829	29 697	62 889	4 368	6 027	29 822	29 182	179 718
Formation dans le cadre de projets	186	277	68	65	9 526	11 847	4 022	1 431	4 035	8 266	39 723
Total - interventions à long terme	25 961	8 233	17 873	20 607	118 157	123 723	21 389	12 065	49 030	64 782	461 820
<u>Interventions à court terme</u>											
Aide à l'emploi	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O
Total - interventions à court terme	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O
<u>Autres PEMS</u>	86	43	143	81	454	800	32	16	114	442	2 211
Total - PEMS Partie I	26 047	8 276	18 016	20 688	118 611	124 523	21 421	12 081	49 144	65 224	464 031

Source : Système de gestion ministériel

Partie I - prestations de revenu versées aux clients qui participent aux prestations d'emploi et aux mesures de soutien de la Partie II.

PEMS - Partie II
Dépenses (000 \$) par intervention
1997-1998

1997-1998											
PEMS - Partie II	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb./ T.N.-O.	C.-B./ Yukon	Canada
<u>Interventions à long terme</u>											
Subventions salariales ciblées	5 234	2 642	3 777	9 119	18 569	31 084	2 615	987	2 187	7 886	84 100
Travail indépendant	3 200	1 641	7 045	4 806	32 712	44 468	5 091	3 169	6 976	22 403	131 511
Partenariats pour la création d'emplois	16 412	1 321	6 776	1 800	48 521	23 256	3 703	710	1 434	23 905	127 838
Stagiaires payants	16 778	2 312	5 194	18 268	69 047	13 320	11 934	4 227	7 560	7 659	156 299
Achats de formation	27 382	5 657	29 164	2 052	147 061	158 131	10 048	14 010	12 008	57 282	462 795
Formation dans le cadre de projets	633	1 138	327	297	42 099	38 539	14 449	5 957	11 971	25 032	140 442
Total - interventions à long terme	69 639	14 711	52 283	36 342	358 009	308 798	47 840	29 060	42 136	144 167	1 102 985
<u>Interventions à court terme</u>											
Services d'aide à l'emploi	9 044	1 334	8 524	4 027	56 100	82 992	8 657	1 138	12 735	53 381	237 932
Total - interventions à court terme	9 044	1 334	8 524	4 027	56 100	82 992	8 657	1 138	12 735	53 381	237 932
<u>Autres PEMS</u>	9 923	2 872	6 247	30 436	28 754	59 162	8 699	8 857	18 338	22 074	195 362
Total - PEMS Partie II	88 606	18 917	67 054	70 805	442 863	450 952	65 196	39 055	73 209	219 622	1 536 279
Total global - Parties I et II	114 653	27 193	85 070	91 493	561 474	575 475	86 617	51 136	122 353	284 846	2 000 310

Source : Système de gestion ministériel

Partie II - offre une aide pour permettre aux clients de participer aux prestations d'emploi et aux mesures de soutien.

UPAC¹
 Dépenses (000 \$) par intervention
 1995-1996

1995/96 UPAC	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb./ T.N-O.	C.-B./ Yukon	Canada
<u>Interventions à long terme</u>											
Travail indépendant	5 053	1 741	9 740	7 090	63 962	51 067	6 329	5 397	17 095	28 795	196 269
Partenariats pour la création d'emplois	5 614	2 234	6 749	10 232	56 139	34 394	6 102	2 273	6 938	8 730	139 405
Stagiaires payants	17 827	4 167	7 886	19 703	121	82 728	9 743	6 246	21 603	24 656	315 716
Achats de formation	41 961	8 132	41 095	42 627	215 218	277 836	19 710	24 336	70 892	89 653	831 460
Formation dans le cadre de projets	4 593	2 218	4 185	7 702	70 801	49 219	23 481	7 212	17 155	35 158	221 724
Total - interventions à long terme	75 048	18 492	69 655	87 354	527 277	495 244	65 365	45 464	133 683	186 992	1 704 574
<u>Interventions à court terme</u>											
Services d'aide à l'emploi	580	245	1 157	1 133	23 924	24 402	2 153	379	9 844	16 852	80 669
Total - interventions à court terme	580	245	1 157	1 133	23 924	24 402	2 153	379	9 844	16 852	80 669
<u>Autres UPAC</u>	14 777	1 896	5 662	14 637	6 231	8 669	373	555	561	4 099	57 460
Total - UPAC	90 405	20 633	76 474	103 124	557 432	528 315	67 891	46 398	144 088	207 943	1 842 703

Source : Système de gestion ministériel

Note: 1. Utilisations productives de l'assurance-chômage.

Activités pancanadiennes
Dépenses (000 \$) par intervention
1997-1998

1997-1998	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb./ T.N.-O.	C.-B./ Yukon	Total régions	AC	Canada
Autochtones	1 679	202	524	1 898	7 549	23 385	5 995	7 662	13 874	10 261	73 029	2 777	75 806
Jeunes	712	239	655	454	2 665	3 000	871	401	868	1 436	11 301	15 777	27 078
<u>Autres PEMS pancanadiennes</u>													
LSPA (Parties I-II)	263	28	108	9	39	2	0	0	0	0	449	0	449
Initiatives stratégiques (Parties I-II)	0	0	0	0	0	1	0	0	0	174	175	0	175
Autres - pancanadiens (Partie II)	0	0	0	0	63	78	0	0	0	0	141	34 054	34 195
Total - autres - pancanadiennes	263	28	108	9	102	81	0	0	0	174	765	34 054	34 819
<u>Partie II - coûts de cap. LSPA</u>													
Total - coûts de capacité LSPA	0	0	0	3 219	5 934	0	6 069	0	4 935	0	20 157	0	20 157
Total global - pancanadiennes	2 654	469	1 287	5 580	16 250	26 466	12 935	8 063	19 677	11 871	105 252	52 608	157 860

Source : Système de gestion ministériel
AC: Administration centrale

PEMS et UPAC
Coût moyen par intervention par province/territoire
1997-1998 et 1995-1996

1997-1998 PEMS - Parties I et II	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb./ T.N.-O.	C.-B./ Yukon	Canada
<u>Interventions à long terme</u>											
Subventions salariales ciblées	13 810	3 903	3 302	4 871	6 898	5 146	4 953	4 935	8 222	5 702	5 540
Travail indépendant	11 547	10 068	12 580	13 411	11 402	14 503	11 892	16 726	12 767	11 707	12 671
Partenariats pour la création d'emplois	8 258	6 797	8 076	3 245	5 779	10 031	7 578	8 843	5 393	13 414	7 420
Stagiaires payants	6 307	4 894	4 842	4 731	5 926	4 629	6 291	4 926	5 637	4 442	5 406
Achats de formation	11 012	5 924	6 803	5 446	10 090	8 123	6 339	7 438	3 554	5 587	7 352
Formation dans le cadre de projets	7 951	4 655	3 160	3 094	9 598	7 394	10 477	7 843	8 183	8 024	8 321
Coût moyen - PEMS Parties I et II	8 404	5 420	6 539	5 031	7 858	7 797	7 481	7 254	4 980	6 783	7 186
1995-1996 UPAC											
<u>Interventions à long terme</u>											
Travail indépendant	18 784	17 586	18 412	17 506	18 311	21 067	19 006	19 138	27 396	19 235	19 716
Partenariats pour la création d'emplois	3 374	3 339	5 025	2 632	6 656	6 828	5 072	4 857	6 059	5 710	5 493
Stagiaires payants	6 870	5 033	6 422	7 903	7 896	6 450	6 427	6 738	5 435	5 911	6 878
Achats de formation	9 202	5	7 840	6 660	13 826	8 508	7 696	8 175	4 882	5 555	8 120
Formation dans le cadre de projets	12 414	7 596	12 237	16 318	17 924	12 099	10 258	7 198	12 689	12 388	13 062
Coût moyen - UPAC	7 935	5 047	8 021	6 396	11 270	8 687	8 272	8 038	6 184	7 144	8 497

Source : données sur les clients et Système de gestion ministériel.

UPAC: Utilisations productives de l'assurance-chômage.

Exclus : affectation de l'administration centrale et travail partagé.

Terre-Neuve et Québec : comme les données étaient incomplètes, elles sont sous-estimées à l'égard du nombre de clients pour les subventions salariales ciblées.

Coût moyen : le coût moyen des interventions à court terme n'est pas indiqué, puisque ces dernières sont financées grâce aux fonds des programmes.

PEMS

Profil de la clientèle, 1997-1998

Sexe	Clients desservis	Taux de chômage Population active	Taux d'emploi Population active	Taux de participation Population active
Hommes	58,5%	8,9%	66%	72,4%
Femmes	41,5%	9,0%	52%	57,6%

Répartition par groupe d'âge	Clients desservis	Recensement de 1996
15 à 19	0,2%	6,9%
20 à 24	11,5%	6,6%
25 à 29	17,7%	7,1%
30 à 44	44,3%	25,6%
45+	22,8%	33,1%
Données manquantes / invalides	3,4%	20,7%

Clients desservis	
Prestataires actifs	82,2%
Anciens prestataires	17,8%

Ratio clients-interventions	
Clients	417 944
Interventions	482 059
Ratio	1,15

Sources : Enquête sur la population active, 5 juin 1998
 Recensement de 1996 (données-échantillon, 20 %)

Membres des groupes désignés par intervention PEMS - Femmes 1997-1998 (%)

1997-1998 Femmes	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb./ T.N.-O.	C.-B./ Yukon	Canada
<u>Interventions à long terme</u>											
Subventions salariales ciblées	47,76	53,57	38,62	35,21	42,80	41,42	42,10	52,50	52,87	47,77	43,30
Travail indépendant	44,56	45,79	39,79	35,89	36,81	45,59	43,65	54,55	50,64	46,39	43,13
Partenariats pour la création d'emplois	26,92	47,54	37,30	30,85	34,98	39,19	36,53	43,48	58,33	37,05	35,60
Stagiaires payants	35,86	46,71	38,00	33,51	39,81	47,60	49,11	40,52	50,15	38,05	40,82
Achats de formation	30,46	41,90	29,93	23,66	42,18	35,39	12,02	17,05	21,03	28,88	33,76
Formation dans le cadre de projets	75,25	68,37	60,68	35,96	45,81	50,71	40,75	47,78	56,05	53,11	49,83
Total, interventions à long terme	33,76	47,87	34,24	32,83	40,57	40,82	37,09	32,14	32,26	29,42	37,36
<u>Interventions à court terme</u>											
Aide à l'emploi	45,19	47,54	48,09	47,34	51,05	54,90	62,00	49,39	42,30	51,32	52,47
Serv. de groupe, prest. actives seulement	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O
Counselling individuel seulement	37,92	53,23	44,13	42,48	44,49	49,28	48,58	46,73	56,86	46,98	45,78
Total, interventions à court terme	38,64	49,89	45,51	0,43	46,48	53,87	53,94	46,99	45,36	50,63	49,62
Total global - PEMS	34,92	48,36	37,86	35,86	42,36	46,66	45,05	37,91	36,48	36,70	41,73
Source : données sur les clients Participants : anciens prestataires et prestataires actuels Le total global ne comprend pas les autres PEMS											

Membres des groupes désignés par intervention PEMS - Personnes handicapées 1997-1998 - (%)

313

1997-1998 Personnes handicapées	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb./ T.N.-O.	C.-B./ Yukon	Canada
<u>Interventions à long terme</u>											
Subventions salariales ciblées	3,69	8,42	7,34	2,82	2,30	2,52	4,73	5,00	3,01	4,70	3,58
Travail indépendant	5,97	2,71	7,69	4,67	3,07	2,86	5,32	4,74	4,54	5,67	4,04
Partenariats pour la création d'emplois	6,55	10,36	11,75	2,02	5,87	3,66	6,56	3,48	1,45	8,85	6,06
Stagiaires payants	3,29	7,69	7,54	2,10	2,60	2,12	6,38	6,99	2,25	4,24	3,31
Achats de formation	4,55	14,26	9,50	3,59	1,77	2,41	3,78	3,53	1,19	4,86	3,07
Formation dans le cadre de projets	9,71	16,78	7,20	0,85	6,66	3,13	8,22	5,41	3,58	5,35	5,22
Total - interventions à long terme	4,43	10,39	8,95	2,23	2,97	2,57	5,94	4,83	1,82	5,15	3,69
<u>Interventions à court terme</u>											
Aide à l'emploi	10,34	10,54	7,10	11,72	1,98	1,48	7,36	26,73	0,93	5,62	2,99
Serv. de groupe, prest. actives seulement	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O
Counselling individuel seulement	3,56	16,37	8,24	1,76	2,30	4,47	6,23	7,09	4,85	6,81	4,09
Total, interventions à court terme	4,23	12,92	7,83	2,92	2,20	2,03	6,68	8,97	1,75	5,81	3,45
Total global - PEMS	4,38	11,01	8,59	2,43	2,74	2,33	6,29	6,41	1,80	5,38	3,61

Source : données sur les clients

Participants : Anciens prestataires et prestataires actuels

Le total global ne comprend pas les autres PEMS

Membres des groupes désignés par intervention PEMS - Autochtones 1997-1998 - (%)

1997-1998 Autochtones	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb./ T.N.-O.	C.-B./ Yukon	Canada
<u>Interventions à long terme</u>											
Subventions salariales ciblées	6,60	1,48	1,75	0,00	0,81	2,25	11,28	11,22	8,89	3,45	2,74
Travail indépendant	5,97	0,90	2,60	4,67	0,61	2,48	7,81	5,84	3,39	4,80	2,81
Partenariats pour la création d'emplois	6,55	3,19	9,83	4,18	3,63	10,55	20,21	9,48	9,24	15,60	7,06
Stagiaires payants	6,38	3,68	3,94	2,38	0,61	2,44	13,77	11,57	10,36	7,23	3,98
Achats de formation	7,00	2,67	3,95	3,40	1,22	3,49	11,54	14,79	4,36	5,33	3,69
Formation dans le cadre de projets	12,62	3,95	5,60	11,11	2,88	14,28	19,30	16,25	43,95	5,40	12,79
Total - interventions à long terme	6,63	2,86	4,21	2,74	1,46	4,98	14,23	13,57	9,65	6,21	4,84
<u>Interventions à court terme</u>											
Aide à l'emploi	1,72	0,86	1,32	2,30	0,63	1,04	7,46	150,00	13,98	4,49	3,08
Serv. de groupe, prest. actives seulement	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O
Counselling individuel seulement	3,21	1,60	1,72	1,33	0,34	1,18	9,58	10,14	8,11	4,38	0,00
Total - interventions à court terme	3,06	1,16	1,57	1,44	0,43	1,07	8,73	11,64	12,77	4,48	2,98
Total global - PEMS	5,79	2,44	3,36	2,36	1,15	3,29	11,68	12,89	10,65	5,62	4,19
Source : données sur les clients Participants : anciens prestataires et prestataires actuels Le total global ne comprend pas les autres PEMS											

Membres des groupes désignés par intervention PEMS - Membres des minorités visibles 1997-1998 - (%)

1997-1998 Minorités visibles	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb./ T.N.-O.	C.-B./ Yukon	Canada
<u>Interventions à long terme</u>											
Subventions salariales ciblées	1,32	0,89	0,00	2,97	2,12	4,78	6,06	1,50	15,79	5,42	4,06
Travail indépendant	1,24	0,90	0,93	3,00	1,41	3,06	5,32	3,28	3,61	2,82	2,55
Partenariats pour la création d'emplois	0,76	1,59	0,27	3,63	1,13	3,28	7,15	2,61	34,94	4,57	2,68
Stagiaires payants	1,42	1,63	0,93	2,94	2,70	4,36	9,72	2,63	7,61	4,42	3,40
Achats de formation	0,98	1,53	0,95	1,95	1,03	3,54	3,47	1,45	6,53	3,77	2,81
Formation dans le cadre de projets	1,94	0,99	0,85	4,80	1,54	6,84	11,80	2,97	4,40	8,46	5,70
Total - interventions à long terme	1,17	1,39	0,86	2,53	1,56	4,15	7,90	2,12	7,10	4,55	3,27
<u>Interventions à court terme</u>											
Aide à l'emploi	7,18	1,72	9,66	5,56	1,49	4,37	10,27	15,32	61,30	5,24	9,80
Serv. de groupe, prest. actives seulement	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O
Counselling individuel seulement	0,73	1,42	0,73	2,45	2,08	5,32	8,17	3,18	9,82	7,53	3,53
Total - interventions à court terme	1,37	1,60	1,77	3,56	1,90	4,54	9,01	4,34	50,47	5,60	7,13
Total global - PEMS	1,22	1,44	1,12	2,86	1,67	4,32	8,42	2,96	20,99	4,91	4,63

Source : données sur les clients
 Participants : anciens prestataires et prestataires actuels
 Le total global ne comprend pas les autres PEMS.

Résultats et objectifs pour 1997-1998

Indicateurs du nombre de retours au travail et de prestations non versées

Province/territoire	Résultats		Objectifs		Variance	
	Clients qui sont retournés au travail	Prestations non versées (\$)	Clients qui sont retournés au travail	Prestations non versées (\$)	Résultats vs objectifs	Résultats vs objectifs
Terre-Neuve	5 668	11 050 919	4 400	15 000 000	128,82%	73,67%
Île-du-Prince-Édouard	2 170	4 120 672	1 800	7 800 000	120,56%	52,83%
Nouvelle-Écosse	8 304	22 794 660	6 104	26 550 000	136,04%	85,86%
Nouveau-Brunswick	5 546	13 113 557	7 947	25 860 000	69,79%	50,71%
Québec	39 328	116 128 300	52 754	174 340 000	74,55%	66,61%
Ontario	71 299	303 218 409	51 495	235 150 000	138,46%	128,95%
Manitoba	8 871	24 981 325	5 121	36 320 000	173,23%	68,78%
Saskatchewan	5 017	18 305 159	4 332	19 950 000	115,81%	91,76%
Alberta/T.N.-O.	13 172	64 471 058	14 823	103 130 000	88,86%	62,51%
Colombie-Britannique/Yukon	23 952	95 447 092	25 286	119 440 000	94,72%	79,91%
Total national	183 327	673 631 151	174 062	763 540 000	105,32%	88,22%

Source : données sur les résultats, FIRH

ANNEXE 4

Tableaux des données sur l'adaptation des collectivités

- 4.1 Les quatorze collectivités – Vue d'ensemble**
- 4.2 Proportion de prestataires qui ont travaillé au moins deux semaines de plus que les exigences minimales**
- 4.3 Proportion de prestataires qui ont travaillé exactement deux semaines de plus que les exigences minimales**

4.1

Les quatorze collectivités - Vue d'ensemble¹

Collectivités ²	Facteurs démographiques			Caractéristiques des collectivités		
	Âge moyen des personnes dont l'emploi a pris fin en 1997	Proportion des hommes parmi les personnes dont l'emploi a pris fin en 1997	Proportion des personnes mariées ou l'équivalent (en 1996) parmi celles dont l'emploi a pris fin en 1997	Principale langue parlée dans la collectivité ³	Type de collectivité (urbaine/rurale/mixte) ³	Population Recensement 1996 ³
Clareville, T.-N.	36	61	62	Anglais	Mixte	5 335
Î.-P.-É.	35	56	53	Anglais	Mixte	134 557
Truro, N.-É.	35	57	50	Anglais	Petite urbaine	11 938
Miramichi, N.-B. ⁴	36	59	53	Anglais	Petite urbaine	19 241
Repentigny, Qué.	36	55	53	Français	Petite urbaine	53 824
Montréal Centre- Est, Qué.	35	53	35	Français	Petite urbaine	1 775 846
Toronto Centre, Ont.	33	45	35	Anglais	Grande urbaine	2 385 421
Hamilton Mountain, Ont.	35	50	52	Anglais	Grande urbaine	467 799
St- Boniface, Man.	33	49	47	Français	Grande urbaine	618 477
Prince Albert, Sask.	34	56	47	Anglais	Petite mixte	34 777
Calgary, Alb.	32	56	34	Anglais	Grande urbaine	821 628
Kelowna, C.-B.	34	54	44	Anglais	Petite urbaine	304 477
Surrey, C.-B.	35	53	52	Anglais	Petite urbaine	89 442
Yellowknife, T.N.-O.	33	54	49	Anglais	Petite urbaine	17 275

Sources: Enquête sur la population active, recensement de 1996, et "Dépister l'avenir".

Notes :

1. À moins d'avis contraire, les renseignements concernent les personnes qui ont quitté leur emploi en 1997.
2. Dans certains cas, à cause de la disponibilité des données, les renseignements fournis peuvent toucher des régions qui ne sont pas tout à fait conformes aux limites des CRHC locaux.
3. Ces renseignements concernent l'ensemble de la collectivité.
4. Bien qu'elle soit à prédominance anglophone, cette collectivité a un large bassin de francophones.

Les quatorze collectivités - Vue d'ensemble¹

Collectivités ²	Caractéristiques économiques				Caractéristiques du revenu	
	Taux de chômage moyen de la collectivité (aux fins de l'a.-e.) ³	Les industries qui ont le plus grand nombre de personnes dont l'emploi a pris fin en 1997	Diversité économique dans la collectivité ³	Facteurs saisonniers dans les collectivités ³	Revenu annuel moyen (1996) des personnes dont l'emploi a pris fin en 1997 (à l'exception des prestataires d'a.-e. et d'aide sociale)	Prestataires d'a.-e. au cours de l'année civile 1997 proportionnellement aux personnes dont l'emploi a pris fin en 1997 ⁵
Clareville, T.-N.	22	Industrie de la fabrication	Faible	Oui	15 106	74
Î.-P.-É.	15	Industrie de la fabrication	Moyenne	Oui	14 322	72
Truro, N.-É.	13	Industrie de la fabrication	Moyenne	Oui	14 922	58
Miramichi, N.-B. ⁴	15	Industrie de la construction	Faible	Oui	13 949	72
Repentigny, Qué.	12	Industrie de la fabrication	Élevée	Oui	17 825	55
Montréal Centre-Est, Qué.	11	Industrie de la fabrication	Élevée	Non	17 201	46
Toronto Centre, Ont.	8	Services commerciaux	Élevée	Non	39 665	23
Hamilton Mountain, Ont.	7	Industrie de la fabrication	Élevée	Non	23 214	40
St-Boniface, Man.	8	Commerce de détail	Élevée	Non	19 329	35
Prince Albert, Sask.	13	Commerce de détail	Faible	Oui	15 468	42
Calgary, Alb.	6	Hébergement et restauration	Élevée	Non	23 819	21
Kelowna, C.-B.	10	Commerce de détail	Élevée	Oui	18 471	45
Surrey, C.-B.	9	Industrie de la fabrication	Élevée	Un peu	20 039	47
Yellowknife, T.N.-O.	25	Industrie de la construction	Élevée	Non	25 994	30

Sources : Enquête sur la population active, recensement de 1996, et "Dépister l'avenir".

Notes :

1. À moins d'avis contraire, les renseignements concernent les personnes dont l'emploi a pris fin en 1997.
2. Dans certains cas, à cause de la disponibilité des données, les renseignements fournis peuvent toucher des régions qui ne sont pas tout à fait conformes aux limites des CRHC locaux.
3. Ces renseignements concernent l'ensemble de la collectivité.
4. Bien qu'elle soit à prédominance anglophone, cette collectivité a un large bassin de francophones.
5. On obtient les résultats de cette colonne en divisant le nombre de prestataires d'a.-e. (selon les dossiers de revenu T1) en 1997 par le nombre de personnes dont l'emploi a pris fin au cours de l'année en question.

4.2

Proportion de prestataires qui ont travaillé au moins deux semaines de plus que les exigences minimales

		Total	T.-N.	I.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.		Ont.
		(%)	Clareville (%)	(%)	Truro (%)	Miramichi (%)	Repentigny (%)	Montréal C-E (%)	Toronto Centre (%)
1991	Annuel	92,8	66,3	75,4	92,0	71,2	96,0	96,5	98,6
	1 ^{er} trim.	95,5	76,0	92,8	95,1	83,5	96,3	97,5	97,3
	2 ^e trim.	95,4	80,3	89,6	92,6	81,4	97,2	97,7	98,4
	3 ^e trim.	91,4	55,6	65,6	92,7	68,3	96,6	96,8	98,8
	4 ^e trim.	91,4	66,8	76,6	91,5	66,9	95,6	95,8	98,5
1992	Annuel	92,6	64,2	69,4	89,3	68,8	95,0	96,3	98,3
	1 ^{er} trim.	94,0	69,2	83,8	92,0	76,9	95,4	96,2	98,8
	2 ^e trim.	94,8	76,5	86,2	92,6	77,4	95,2	96,4	98,3
	3 ^e trim.	91,0	61,5	57,6	88,7	63,6	94,3	96,6	98,5
	4 ^e trim.	91,7	60,7	71,7	88,5	66,4	95,0	96,3	97,8
1993	Annuel	92,1	63,1	67,7	89,6	69,7	95,9	96,5	98,2
	1 ^{er} trim.	93,8	63,7	80,8	88,8	75,0	95,5	96,0	98,4
	2 ^e trim.	95,2	73,7	83,4	91,3	85,0	96,5	97,2	98,8
	3 ^e trim.	89,3	49,3	54,1	88,2	62,5	95,8	96,2	98,0
	4 ^e trim.	91,1	67,2	70,3	87,7	65,6	96,0	95,8	97,9
1994	Annuel	92,5	74,0	72,2	89,5	72,9	94,9	96,0	98,3
	1 ^{er} trim.	93,4	64,2	80,4	93,2	74,5	95,3	96,8	98,1
	2 ^e trim.	96,0	92,8	92,5	92,7	90,7	96,0	97,8	97,9
	3 ^e trim.	90,6	54,8	59,0	85,7	73,3	94,6	95,2	98,8
	4 ^e trim.	91,1	75,0	71,4	90,3	66,7	94,5	94,9	98,8
1995	Annuel	93,5	73,7	75,5	91,3	77,7	95,1	95,9	98,4
	1 ^{er} trim.	93,5	75,8	78,8	88,2	74,7	94,9	96,1	97,8
	2 ^e trim.	94,9	81,8	82,6	88,3	85,5	94,7	97,4	98,6
	3 ^e trim.	91,7	52,7	62,2	90,8	72,9	94,6	95,8	98,8
	4 ^e trim.	92,9	79,3	79,0	92,0	75,2	95,3	95,1	97,7
1996	Annuel	94,9	86,1	87,5	94,5	84,3	95,9	96,5	98,6
	1 ^{er} trim.	95,1	81,0	83,5	92,5	81,5	95,8	95,8	98,3
	2 ^e trim.	95,6	86,5	84,8	93,4	88,4	96,5	96,7	98,3
	3 ^e trim.	93,0	81,5	80,8	92,2	74,8	93,6	95,5	99,3
	4 ^e trim.	94,7	87,1	90,2	95,4	84,8	96,5	96,6	98,4
1997	Annuel	96,4	89,8	91,6	95,5	92,8	96,3	97,3	98,2
	1 ^{er} trim.	96,2	89,0	92,1	95,2	88,3	95,9	97,2	98,6
	2 ^e trim.	96,6	91,2	91,7	96,1	90,8	96,7	97,6	97,3
	3 ^e trim.	96,3	91,6	89,2	94,4	89,6	95,9	97,6	99,1
	4 ^e trim.	96,3	89,6	92,7	95,7	93,9	96,7	96,6	98,1

Source : Données administratives de l'a.-e.

Proportion de prestataires qui ont travaillé au moins deux semaines de plus que les exigences minimales

		Total	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.		T.N.-O.
			Hamilton Mountain	Saint-Boniface	Prince Alberta	Calgary	Kelowna	Surrey	Yellkowknife
		(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
1991	Annuel	92,6	95,9	95,8	92,4	95,7	96,5	94,8	96,6
	1 ^{er} trim.	95,1	96,6	96,5	94,4	96,2	96,6	97,6	97,0
	2 ^e trim.	95,2	96,7	94,9	94,1	96,7	97,0	97,4	97,8
	3 ^e trim.	91,1	95,3	96,0	91,5	95,1	97,2	97,0	97,2
	4 ^e trim.	91,4	95,6	95,7	92,1	95,5	95,7	91,4	94,8
1992	Annuel	92,5	95,3	96,3	92,7	95,7	96,2	96,7	96,2
	1 ^{er} trim.	93,8	96,1	96,3	92,8	96,0	96,6	95,8	96,9
	2 ^e trim.	94,9	95,8	96,5	94,2	97,2	95,9	96,6	96,4
	3 ^e trim.	90,7	95,2	96,0	90,4	95,1	96,9	96,9	97,1
	4 ^e trim.	91,5	94,9	96,0	92,9	94,7	96,1	96,5	95,5
1993	Annuel	92,1	95,5	95,8	92,5	95,9	95,3	95,2	96,1
	1 ^{er} trim.	93,7	95,6	96,4	93,8	96,2	96,0	96,9	95,8
	2 ^e trim.	95,3	96,6	96,3	96,0	97,0	95,8	96,5	97,2
	3 ^e trim.	89,6	95,4	96,2	90,8	95,8	95,8	95,4	95,7
	4 ^e trim.	90,9	95,1	95,0	91,4	95,5	94,5	94,0	94,9
1994	Annuel	92,8	95,6	96,2	92,6	96,1	94,8	94,4	95,5
	1 ^{er} trim.	93,3	95,3	95,6	93,7	95,5	95,6	95,7	97,4
	2 ^e trim.	95,8	96,2	96,9	94,1	96,5	96,8	97,8	97,7
	3 ^e trim.	90,8	95,8	96,2	92,1	95,8	96,0	95,2	95,3
	4 ^e trim.	91,6	95,6	95,4	92,0	95,7	94,1	90,9	93,7
1995	Annuel	93,8	95,3	96,1	93,8	96,2	96,6	95,7	95,3
	1 ^{er} trim.	94,0	95,0	96,7	92,8	96,6	93,6	96,8	96,2
	2 ^e trim.	95,1	96,6	96,5	94,0	96,6	96,9	96,9	96,2
	3 ^e trim.	91,9	95,4	96,8	92,4	95,6	96,2	95,2	96,3
	4 ^e trim.	93,2	94,2	94,6	94,0	96,1	96,3	94,6	93,5
1996	Annuel	95,4	97,3	96,6	95,3	96,9	97,1	95,6	96,5
	1 ^{er} trim.	95,4	95,5	96,8	95,0	96,4	97,2	97,2	96,1
	2 ^e trim.	95,8	97,0	97,4	95,7	96,7	96,8	97,1	97,2
	3 ^e trim.	94,0	97,2	97,1	93,0	96,3	97,0	94,0	96,1
	4 ^e trim.	95,5	97,0	96,1	95,7	97,2	97,2	94,9	95,7
1997	Annuel	98,0	98,7	99,1	99,0	99,1	98,0	98,8	98,8
	1 ^{er} trim.	96,4	97,8	95,8	96,2	97,5	97,0	97,4	97,1
	2 ^e trim.	98,1	98,5	99,0	99,3	99,2	98,2	98,8	99,0
	3 ^e trim.	98,1	99,1	99,2	99,2	99,3	97,5	98,9	98,3
	4 ^e trim.	97,9	98,9	98,9	98,6	98,8	97,8	98,7	98,9

Source : Données administratives de l'a.-e.

4.3

Proportion de prestataires qui ont travaillé exactement deux semaines de plus que les exigences minimales

		Total	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.		Ont.
		(%)	Clareville (%)	(%)	Truro (%)	Miramichi (%)	Repentigny (%)	Montréal C-E (%)	Toronto Centre (%)
1991	Annuel	2,3	5,3	5,7	3,0	3,9	1,7	1,7	0,8
	1 ^{er} trim.	1,9	3,5	3,3	2,4	3,0	1,6	1,4	1,6
	2 ^e trim.	1,8	4,0	3,3	2,7	3,6	1,2	1,3	0,9
	3 ^e trim.	2,5	7,5	8,5	3,3	5,1	1,5	1,2	0,5
	4 ^e trim.	2,7	4,7	4,6	2,8	3,5	1,8	2,2	1,2
1992	Annuel	2,5	5,9	5,3	3,1	4,7	2,5	1,6	0,8
	1 ^{er} trim.	2,0	4,3	4,2	3,4	3,6	2,0	1,9	0,7
	2 ^e trim.	1,9	3,4	3,6	3,2	4,6	2,0	1,6	0,7
	3 ^e trim.	2,7	9,4	6,9	3,9	5,9	2,4	1,4	0,8
	4 ^e trim.	2,8	5,5	4,7	2,5	4,7	3,0	2,0	0,9
1993	Annuel	2,5	6,0	5,5	3,9	4,9	1,9	1,6	0,8
	1 ^{er} trim.	2,1	4,0	4,0	3,1	3,6	2,1	1,5	0,8
	2 ^e trim.	1,8	4,6	4,7	3,6	2,5	1,4	1,2	0,7
	3 ^e trim.	2,9	5,8	6,7	4,8	7,5	2,4	1,8	0,6
	4 ^e trim.	2,9	6,8	5,4	3,8	5,0	1,8	2,0	1,3
1994	Annuel	2,5	5,5	5,7	3,7	5,5	2,6	1,9	0,6
	1 ^{er} trim.	2,2	5,3	3,7	3,6	4,1	2,2	1,4	0,5
	2 ^e trim.	1,8	2,1	2,7	2,6	2,7	1,9	1,9	0,6
	3 ^e trim.	2,8	5,6	7,3	6,2	5,7	2,9	2,1	0,2
	4 ^e trim.	2,9	7,1	6,3	2,9	7,0	3,0	1,9	0,6
1995	Annuel	2,3	4,7	5,9	3,2	4,3	2,3	1,5	0,8
	1 ^{er} trim.	2,4	4,6	4,2	4,1	3,6	2,0	1,7	1,2
	2 ^e trim.	1,9	5,3	3,7	3,6	2,3	2,3	1,2	0,6
	3 ^e trim.	2,6	5,8	7,7	5,6	6,1	2,7	1,2	0,2
	4 ^e trim.	2,6	4,7	6,2	2,8	4,6	2,2	2,0	1,4
1996	Annuel	2,9	14,1	10,8	2,2	6,3	2,2	1,6	0,5
	1 ^{er} trim.	1,8	2,9	3,3	1,9	3,7	1,9	1,3	1,1
	2 ^e trim.	1,9	2,6	4,6	2,3	2,9	1,5	1,5	0,5
	3 ^e trim.	3,8	27,1	17,2	4,1	7,0	3,4	1,6	0,5
	4 ^e trim.	3,5	13,7	11,1	1,9	8,8	2,3	1,8	0,7
1997	Annuel	1,6	4,5	3,2	2,2	3,0	1,5	1,5	0,6
	1 ^{er} trim.	1,8	6,3	4,7	1,3	2,7	1,7	1,3	0,4
	2 ^e trim.	1,6	3,7	3,4	1,4	3,6	1,8	1,5	0,9
	3 ^e trim.	1,7	5,2	5,1	2,1	3,1	1,5	1,8	0,3
	4 ^e trim.	1,7	4,8	2,3	2,9	3,1	1,4	1,4	0,4

Source : Données administratives de l'a.-e.

Proportion de prestataires qui ont travaillé exactement deux semaines de plus que les exigences minimales

		Total	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.		T.N.-O.
		(%)	Hamilton Mountain (%)	Saint-Boniface (%)	Prince Alberta (%)	Calgary (%)	Kelowna (%)	Surrey (%)	Yellowknife (%)
1991	Annuel	2,3	1,3	1,5	1,6	1,5	1,8	1,7	1,4
	1 ^{er} trim.	1,9	1,1	1,6	1,3	2,6	1,5	1,3	1,1
	2 ^e trim.	1,8	1,4	1,6	1,8	1,9	2,0	1,0	1,4
	3 ^e trim.	2,5	0,7	1,4	1,0	0,9	1,3	1,3	2,4
	4 ^e trim.	2,7	1,6	1,5	2,0	1,5	2,0	2,3	1,1
1992	Annuel	2,5	1,3	1,3	1,5	1,4	2,0	4,2	2,1
	1 ^{er} trim.	2,0	1,5	1,5	1,5	1,6	1,6	1,9	0,8
	2 ^e trim.	1,9	1,4	1,4	0,9	1,3	1,7	1,4	1,0
	3 ^e trim.	2,7	0,8	1,1	1,3	1,2	1,7	5,3	2,5
	4 ^e trim.	2,8	1,6	1,2	2,0	1,5	2,4	6,5	1,6
1993	Annuel	2,5	1,3	1,5	1,8	1,1	2,0	3,5	1,9
	1 ^{er} trim.	2,1	1,5	1,8	1,6	1,5	1,7	1,5	3,4
	2 ^e trim.	1,8	1,3	2,2	2,0	1,0	1,3	1,5	2,5
	3 ^e trim.	2,9	1,1	0,7	1,8	1,1	2,5	4,2	2,4
	4 ^e trim.	2,9	1,1	1,1	2,0	1,1	2,1	4,9	1,6
1994	Annuel	2,5	2,8	1,4	1,8	1,8	1,8	2,8	1,5
	1 ^{er} trim.	2,2	1,8	2,3	1,4	1,2	2,0	2,1	1,1
	2 ^e trim.	1,8	1,3	1,8	0,9	2,0	1,5	1,6	0,9
	3 ^e trim.	2,8	2,3	1,6	1,8	1,3	1,5	4,4	1,7
	4 ^e trim.	2,9	3,3	1,3	2,2	1,6	2,0	2,9	1,8
1995	Annuel	2,3	2,4	1,8	1,5	2,0	1,8	2,1	1,3
	1 ^{er} trim.	2,4	4,1	1,0	1,8	2,3	2,0	1,9	1,6
	2 ^e trim.	1,9	2,5	0,7	2,3	1,9	1,4	1,7	0,5
	3 ^e trim.	2,6	1,7	2,1	1,1	1,0	1,5	2,5	0,0
	4 ^e trim.	2,6	2,4	2,7	1,6	2,8	2,4	2,4	2,3
1996	Annuel	2,9	1,7	1,2	1,3	1,7	2,1	3,6	2,5
	1 ^{er} trim.	1,8	2,9	0,7	1,1	2,0	1,4	1,2	1,9
	2 ^e trim.	1,9	2,0	0,7	0,5	2,1	1,7	3,0	2,6
	3 ^e trim.	3,8	1,4	0,9	1,3	1,5	3,3	4,3	0,6
	4 ^e trim.	3,5	2,1	2,0	1,8	1,9	2,2	4,5	3,0
1997	Annuel	1,6	1,3	1,0	1,0	1,0	1,4	1,3	1,3
	1 ^{er} trim.	1,8	1,1	0,7	1,6	1,1	1,5	1,6	3,3
	2 ^e trim.	1,6	1,3	0,6	0,7	0,9	1,2	1,4	1,0
	3 ^e trim.	1,7	1,0	1,3	1,4	0,9	0,6	1,4	2,3
	4 ^e trim.	1,7	1,5	0,9	0,6	1,1	1,6	1,3	1,5

Source : Données administratives de l'a.-e.

ANNEXE 5

Administration du régime

5.1 Programme pour l'embauche de nouveaux travailleurs

Programme pour l'embauche de nouveaux travailleurs

Ce programme échelonné sur deux ans offrait un allégement transitoire des cotisations aux petites entreprises qui ont dû faire face à une augmentation des cotisations d'assurance-emploi. Les entreprises admissibles sont celles qui ont embauché de nouveaux employés, et celles qui ont des employés à temps partiel qui ont payé des cotisations d'assurance-emploi pour la première fois, en raison de l'instauration de l'assujettissement au premier dollar.

Le Programme pour l'embauche de nouveaux travailleurs offrait un allégement des cotisations d'assurance-emploi aux petites entreprises, en 1997 et en 1998. En vertu du programme, les petites entreprises dont les cotisations de l'employeur ne dépassaient pas 60 000 \$, en 1996 étaient admissibles à un allégement pouvant atteindre 10 000 \$ annuellement. Suivant les taux de salaire et la proportion d'employés à temps partiel, les entreprises dont l'effectif totalise jusqu'à 100 employés peuvent être admissibles à un remboursement de cotisations.

En 1997, les entreprises pouvaient recevoir un remboursement de cotisations de 100 pour cent de toute augmentation de cotisations supérieure à 250 \$ par rapport aux cotisations qu'elles ont payées en 1996. En 1998, elles peuvent recevoir un remboursement de 25 pour cent de toute augmentation supérieure à 250 \$ par rapport aux cotisations qu'elles ont payées en 1996.

Dans le cas des entreprises dont le total des cotisations d'assurance-emploi se situait entre 50 000 \$ et 60 000 \$ en 1996, le remboursement maximal est réduit graduellement à raison d'un dollar pour un dollar (p. ex., une entreprise qui aurait payé 52 000 \$ de cotisations de l'employeur, en 1996, peut toucher un remboursement maximal annuel de 8 000 \$).